

*Prolétaires
de tous les pays,
peuples et nations
opprimés,
unissez-vous !*

Organe central
du Parti
Communiste Révolutionnaire
marxiste-léniniste

N° 32

5f

pour le socialisme

SEMAINE DU 26 FÉVRIER AU 4 MARS 1981

SALVADOR

HALTE A L'INTERVENTION AMERICAINE!



Problèmes de tous les pays, peuples et nations opprimés, unissez-vous !
Organe central du Parti Communiste International
marxiste-léniniste

pour le socialisme

HEBDOMADAIRE

SEMAINE DU 26 FEVRIER AU 4 MARS 1981

N° 32 — 5 F

Directeur de publication : R. Rodriguez

Commission paritaire : n° 62 712

Imprimerie IPCC (Paris)

Pour toute correspondance
écrire à :

POUR LE SOCIALISME
c/o FRONT ROUGE
BP 68
Paris 75 019

Compte bancaire :
BNP 271 - 659 - 66

Abonnez-vous
à *Pour le Socialisme*

Problèmes de tous les pays, peuples et nations opprimés, unissez-vous !
Organe central du Parti Communiste International
marxiste-léniniste

pour le socialisme

20 numéros : 100 F
1 an : 200 F

SALVADOR

HALTE A L'INTERVENTION AMERICAINE!



SOMMAIRE

4-5-6 politique



LES CAMPAGNES DU PCF : Vitry, Montigny, Villeurbanne... A la suite des actions d'éclats menées par le PCF, surgit partout la question : pourquoi ? Nous examinons quelques-unes des hypothèses avancées. A Villeurbanne, au Kremlin-Bicêtre, des lycéens réagissent à la campagne du PCF sur la drogue et l'immigration.

7-8 syndicats

LA CFDT ET LE TERRAIN ECONOMIQUE : le dernier conseil national CFDT avait à son ordre du jour une « résolution économique » qui posait le problème — complexe — de la prise en charge des « propositions industrielles » par le syndicalisme.



9 syndicats

REMOUS DANS LA CGT : On est toujours frappé par le décalage important qui apparaît maintenant souvent entre les positions définies dans les instances dirigeantes de la CGT et une partie plus ou moins importante de l'organisation. Sur la question de l'élection présidentielle, la grande unité de vues proclamée par Ségué et Krasucki ne semble pas correspondre à la réalité. Des protestations émanent de plusieurs organisations de la CGT.



10-11-12 enquête



VILLES NOUVELLES, VIE NOUVELLE ? : Les villes nouvelles, créées au début des années 1960 devaient constituer une réponse alternative au mal-vivre secrété par les ZUP. Ce but a-t-il été atteint ? C'est ce que nous tentons d'éclairer à partir de l'exemple de Villeneuve-d'Ascq, près de Lille.

13 pratique révolutionnaire

POURQUOI DE NOUVELLES ORIENTATIONS ? : dans une série d'articles au sujet des nouvelles orientations du Parti, Max Cluzot aborde aujourd'hui la question suivante : la redéfinition de notre rapport au marxisme-léninisme est rendue possible par l'expérience accumulée pendant une dizaine d'années. Mais s'agit-il d'une crise ?

14 livres

BRICE LALONDE : Brice Lalonde vient d'écrire « Sur la vague verte », un livre qu'il veut personnel, mais qui est aussi un livre programme.

15-16 inter

LA NAISSANCE D'UN AFGHANISTAN NOUVEAU : Nous poursuivons la publication de l'interview exclusive que nous a accordée Mike Barry, qui s'est rendu dans les zones libérées d'Afghanistan.



17-18 inter

CONGRES DU PCUS : L'APRES-DETENTE : Le congrès du PCUS tente de redéfinir la politique extérieure de l'URSS, à la suite des ratés de la politique de « détente » consécutifs au nouveau cours de la politique américaine. Jiri Pelikan nous donne son point de vue sur la signification qu'a eue pour l'Union soviétique la politique de détente de ces dernières années.

20



SALVADOR : La répression au Salvador, l'organisation de la résistance, les dernières initiatives de Reagan ; des représentants du Front Démocratique Révolutionnaire et du Front Farabundo Martí de Libération Nationale ont répondu à nos questions sur ces sujets.

LE COUP DE MADRID

Le coup de force manqué de lundi et mardi dernier à Madrid illustre la présence encore importante d'éléments fascistes dans l'appareil d'Etat espagnol, même s'ils ne semblent pas aujourd'hui en mesure de parvenir à rétablir le fascisme dans ce pays.

Les faits sont parlants. Le colonel Antonio Tejero, qui a investi le bâtiment des Cortès lundi en fin d'après-midi, retenant les députés et les membres présents du gouvernement, n'est pas un inconnu. Le 11 novembre 1978, il avait déjà été impliqué dans un complot (dit complot Galaxie), qui visait à rétablir le fascisme en Espagne. Deux heures après que le bâtiment des Cortès eut été occupé, le capitaine-général de la III^e région militaire, le général Milans del Bosch, décrétait à Valence l'état d'exception, s'attribuant tous les pouvoirs civils et militaires, instaurant le couvre-feu et interdisant les réunions de plus de deux personnes. On devait savoir par la suite qu'il était le véritable chef du complot, comme l'avait déjà fait supposer le fait que les insurgés, ignorant que l'essentiel de l'armée avait exprimé son soutien à l'ordre légal, déclaraient, à l'intérieur des Cortès, se placer sous son commandement.

La complaisance dont jouissent les fascistes dans l'Espagne de Juan Carlos n'est pas un fait nouveau. Le colonel Tejero, qui vient d'échouer dans sa tentative avait déjà tenté un coup de force militaire : arrêté, il avait été libéré après quelques mois de prison, et, pis encore, réintégré dans son arme et dans son grade. Une telle mansuétude à l'égard des fascistes trouve une explication dans la manière dont a été conduit le processus de démocratisation intervenu après la mort de Franco.

C'est en effet de manière progressive, insensible, qu'ont été petit à petit restaurés les éléments d'une démocratie parlementaire : dans le cours de ce processus pacifique, l'appareil d'Etat franquiste (armée, police, justice) n'a pas subi ne serait-ce qu'un début de démantèlement. C'est que la démocratisation a été conduite et maîtrisée par les mêmes forces sociales qui avaient auparavant vu dans le franquisme le défenseur de leurs intérêts. Du point de vue même de la classe dominante, une démocratisation s'imposait : c'est ainsi, par exemple, que l'accession de l'Espagne à un régime de démocratie parlementaire était une des conditions à remplir pour que ce pays puisse entrer dans le Marché commun, avec les avantages économiques qu'en attendent les milieux dirigeants de ce pays.

Mais un tel processus n'a pas touché au personnel des principaux appareils d'Etat. Il était dès lors logique que des activités fascistes soient couvertes par l'Etat espagnol, qu'elles se développent à partir d'une base sociale encore importante. Ainsi, des manifestations fascistes importantes ont encore eu lieu récemment. La mort sous la torture d'un militant basque a nettement montré que la police n'avait pas perdu quelques traditions de l'époque antérieure ; comme le prouve aussi le mouvement de solidarité dont les policiers tortionnaires ont été l'objet de la part de leurs collègues.

Pourquoi maintenant ?

Plusieurs déclarations récentes de militaires convergeaient, en termes généraux mais évocateurs, pour estimer que le moment était venu d'« intervenir ». Depuis des mois, la mauvaise situation économique (hausse des prix de 15 % l'an, chômage représentant 11 % de la population active) provoquait un mécontentement dont bénéficiait l'extrême-droite, qui rappelait le souvenir d'une situation économique meilleure sous le régime précédent. Les actions récentes de l'ETA, y compris de sa branche politico-militaire, lui étaient prétexte à vanter l'ordre ancien. Les protestations de policiers contre les accusations dont ils étaient l'objet faisaient supposer que l'appareil répressif pouvait basculer vers un rétablissement du

fascisme. Enfin, les difficultés que nous venons d'évoquer se traduisaient, au plan politique, par une crise ministérielle, qui pouvait, elle aussi, servir d'argument aux adversaires de la démocratie parlementaire.

Tous ces facteurs conjugués pouvaient donner à penser aux nostalgiques du franquisme que leur heure était venue. En fait, mis à part la position du capitaine-général de Valence, chef du complot, les gouverneurs militaires de province ont immédiatement annoncé leur soutien à l'ordre légal. En effet, les fascistes ne disposent plus actuellement de l'appui des forces sociales qui les avaient maintenus au pouvoir sous le franquisme : la bourgeoisie espagnole a choisi la démocratisation, faisant l'analyse qu'elle n'a plus besoin du fascisme, forme de gouvernement qui ne garantissait plus, bien au contraire, la stabilité de son pouvoir.

Dans ces conditions, même si des fascistes sont encore très nombreux et influents dans la police et dans l'armée, faisant craindre la répétition de tentatives comme celle qui vient d'avorter, ils n'apparaissent pas en mesure de restaurer la dictature, du moins tant que la situation actuelle n'aura pas profondément évolué.

Pour autant, ils n'en sont pas moins capables d'exercer une forte pression sur l'Etat, qui pourrait le contraindre à infléchir sa politique dans un sens plus nettement réactionnaire, évolution déjà amorcée par le candidat à la présidence du gouvernement, Calvo Sotelo.

F. N.



Le lieutenant-colonel Tejero de Molina, à la tribune des Cortès, menaçant les députés. Il devait être arrêté quelques heures après.



Des éléments du coup d'Etat fuyant les Cortès, mardi matin

EL SALVADOR HALTE A L'INTERVENTION IMPERIALISTE !

Pour le droit à l'autodétermination du peuple salvadorien !
SOUTIEN A LA LUTTE DU PEUPLE D'EL SALVADOR !

MANIFESTATION

25 février
MERCREDI
18h pl. St Augustin
à pl. concorde
(QUARTIER DE L'AMBASSADE DES U.S.A.)



A l'appel de :
Comité de solidarité avec le peuple du Salvador
Collectif Guatemala
Comité de solidarité avec le Nicaragua

Soirée d'information et de solidarité
avec les peuples d'Iran

à l'appel de la Confédération
des étudiants iraniens

Action soutenue par :

PARTI DU PROLÉTARIAT D'IRAN (PPI)
COMITE DES AFGHANS EN FRANCE
PARTI COMMUNISTE REVOLUTIONNAIRE (PCR)
PARTI COMMUNISTE MARXISTE-LENINISTE (PCML)

4, place Saint-Germain, Paris (Métro St-Germain)
Vendredi 27 février à 19 h

PCF : LES RAISONS D'UNE CAMPAGNE

Vitry, Bagnolet, Ivry, La Seyne, Montigny, Dammarie, Villeurbanne, Drancy... la campagne du PCF continue à se développer, apportant chaque semaine son lot d'actions spectaculaires. Et sans doute n'est-ce pas fini.

Cette campagne du PCF, plus personne ne songe à la nier. Plus personne non plus ne parle de « bavures », tant la série des actes condamnables est impressionnante. De plus en

plus, la surprise et l'indignation font place à la risposte. Tant mieux. Reste cependant posée une question essentielle : pourquoi ? Pourquoi cette campagne aux relents racistes et délateurs ? Pourquoi ces opérations de commandos ? Pourquoi ces simplifications grossières, ces arguments de bas étage, ces fausses justifications puisées au plus profond de la « France profonde » chère à la droite ?

Par Nicolas DUVALLOIS

L'attention des médias

Une deuxième analyse à court terme : c'est celle que développe par exemple André Fontaine dans *Le Monde*. Il s'agit d'expliquer la succession des opérations coups de poing du PCF par une volonté de celui-ci d'attirer largement l'attention des médias — et partant de l'opinion — dans une période où les projecteurs de la campagne électorale auraient tendance à être braqués sur les vainqueurs possibles, Giscard et ... Mitterrand. Sans doute le PCF cherche-t-il à conférer un caractère spectaculaire à ses actions, de même que Marchais a dû se réjouir de voir son banal meeting de Montigny transformé en événement national par la presse. Il paraît cependant difficile d'envisager

que le PCF ait ainsi l'intention de faire porter sa campagne par des médias qu'il ne contrôle pas, et qui au demeurant multiplient les critiques vigoureuses à son égard. On parle bien du PCF dans les médias, certes, mais sans doute pas comme l'aurait souhaité Marchais !

Ni chasse effrénée aux voix pour le 26 avril, ni simple opération publicitaire, la campagne du PCF doit être replacée dans un contexte plus global. Tout porte à croire en fait qu'elle est la continuation, et la précision, d'une politique mise en œuvre dès les lendemains de 1978 et poursuivie depuis.

Les périls de l'ouverture

De la période terminée en

Un repli sur les bastions municipaux.



TROUVAILLE

M. Anicet Le Pors, dans *L'Humanité* du vendredi 20 février, résume la position de son parti sur l'immigration par cette citation de Georges Marchais : « Pour les travailleurs immigrés aussi et avec eux, nous revendiquons le droit de vivre, de travailler et décider au pays ».

Vivre et travailler au pays, ce mot d'ordre qui a uni les sidérurgistes lorrains et les mineurs occitans, pourquoi refuserait-on de l'appliquer aux travailleurs immigrés vivant sur notre sol ? En vertu de quelle intolérable discrimination ?

Certains esprits chagrins feront remarquer qu'il arrive que la police giscardienne réalise brutalement ce vœu que des travailleurs immigrés n'avaient pas osé formuler explicitement. Le PCF y verra-t-il la preuve que sa campagne commence à porter ses fruits ?

F. N.

le CC du PCF était de ce point de vue très explicite : l'échec y était expliqué par une trop grande propension à s'adresser aux couches moyennes et aux intellectuels au détriment des « pauvres », une sous-estimation de la nécessité d'une « pression » constante de la classe ouvrière, et une insuffisante compréhension, par les militants, de la nécessité de lutter contre le PS.

L'affaire Fiszbin, par exemple, a progressivement montré les choix : ou bien la poursuite d'une politique privilégiant l'« ouverture » à des couches non ouvrières impliquant la pratique de l'unité et du débat avec d'autres forces et une certaine distanciation avec des points-clés comme le rapport à l'URSS, ou bien le repli sur les bastions du PCF (la classe ouvrière, ses municipalités) en vue de consolider et d'élargir sa base traditionnelle. C'est le second choix, bien sûr, qui a été fait, et qui trouve ses développements aujourd'hui.

Des appuis nouveaux...

Car si le PCF a, pour un bout de temps, fait son deuil d'une percée dans les couches moyennes et la petite bourgeoisie intellectuelle, où peut-il espérer renforcer et étendre sa base militante et électorale ?

Au delà de la partie de la classe ouvrière qu'il influence et organise déjà, chez les chômeurs et les travailleurs précaires, chez les retraités, dans la partie de la jeunesse pré-ouvrière légitimement inquiète de son avenir professionnel et aussi dans la frange arriérée du prolétariat très

P OUR gagner des voix à Marchais le 26 avril, entend-on dire ça et là. L'explication est plausible, si l'on veut considérer l'importance accordée par le PCF au score de son candidat. Elle est cependant un peu courte pour au moins deux raisons :

— La première, c'est que Marchais ne nourrit plus aucune illusion quant à son avenir au soir du premier tour : il sera derrière François Mitterrand. Le fait est avéré depuis un moment déjà, et la campagne des ministres communistes en est la preuve implicite. Electoralement parlant, le PCF ne s'y prend donc pas de la même manière que s'il avait senti la présence au second tour possible : en s'adressant par sa campagne actuelle à des couches bien délimitées de la population — politiquement, culturellement et même géographiquement — Marchais peut certes espérer gagner des voix, mais il sait aussi que sa campagne actuelle va lui en faire perdre dans d'autres catégories de la population. S'il n'avait pensé qu'aux présidentielles, le PCF eut sans doute pu adopter une tactique de racolage électoral plus efficace, comme il l'a montré par le passé et même récemment aux « européennes » de juin 79.

— Une deuxième raison vient conforter la précédente. Envisager la tactique du PCF en termes purement électoraux — pour dans neuf semaines — c'est du même coup laisser supposer un « retour à la normale » une fois l'échéance passée. Beaucoup de militants du PCF l'espèrent. Pourtant, sauf à considérer les dirigeants comme suicidaires ou inconséquents, ce qu'ils ne sont pas, comment concevoir que le PCF puisse, dans les mois à venir, faire « comme si de rien n'était » ? Le PCF s'ingénie trop à couper les fils qui le relient — ou le reliaient — à la période précédente d'« ouverture » pour qu'on envisage qu'il les renoue à court terme.

sensible aux arguments xénophobes et aux discours simplistes et qui se tourne ordinairement vers la droite.

Les thèmes actuellement développés par le PCF, comme celui de l'immigration, de la sécurité, de l'ordre moral, de la jeunesse sportive et travailleuse, de même que ses méthodes d'action sont en conformité avec ces objectifs.

C'est le cas d'une partie de la classe ouvrière particulièrement victime de la crise, et qui peut être sensible par exemple au thème de la « concurrence » qu'exercerait avec eux les travailleurs immigrés. C'est le cas des chômeurs aussi, qui se sentent souvent comme exclus de la société et à ce titre peuvent diriger leur révolte contre de fausses cibles, comme les immigrés encore une fois.

C'est encore le cas d'une partie de la jeunesse, principalement non scolarisée, et qui peut trouver dans les opérations coup de poing et les campagnes moralisatrices du PCF un exutoire à leur révolte. C'est encore le cas des retraités des banlieues ouvrières, auxquels le PCF « propose » un thème qui leur est sensible, celui de l'insécurité.

Ces catégories sont en développement dans cette période de crise, et sans nul doute le PCF mise là-dessus. Il le fait notamment là où il dispose de plus de moyens pour concerner directement ces catégories, dans les communes qu'il contrôle. L'enjeu est en effet double. Il s'agit certes pour le PCF de se constituer une nouvelle base militante, mais il s'agit aussi de raffermir une assise électorale sensiblement ébranlée, on l'a vu. Maintenir fermement les bastions déjà détenus de longue date (Ivry, Vitry, etc.), mais aussi en créer de nouveaux en s'appuyant sur la nouvelle population ouvrière (Montigny), tels sont les objectifs du PCF.

... et un discours nouveau

Amorcé depuis 1978, le repli du PCF sur ses bastions s'est — évidemment — accompagné d'une nécessaire transformation du discours. L'accent mis sur la classe ouvrière considérée comme groupe de pression, l'appauvrissement du discours, la dénonciation virulente du PS, la redéfinition des contours du parti autour de thèmes comme le soutien quasi inconditionnel à l'URSS, la mise hors du parti d'un certain nombre de militants, telles ont été, durant les deux dernières années, quelques-unes des conséquences du nouveau choix du PCF.

Un pas supplémentaire est désormais franchi. Pendant des années, la direction du PCF a construit sa politique autour d'un corps de propositions et d'analyses qui, pour discutables qu'ils étaient, avaient l'avantage de la cohérence : ainsi, la nécessité de s'ouvrir à de nouvelles couches s'expliquait-elle par l'analyse du capitalisme monopoliste d'Etat, de même que la théorie de « démocratie avancée » fournissait une base d'explication à l'union de la gauche. Tout cela est maintenant — de fait — jeté aux orties : c'est le retour au populisme le plus plat, la mise en œuvre de l'ouvriérisme le plus éculé, l'adoption des thèmes idéologiques de la bourgeoisie et le recours aux méthodes de forces à la place de l'analyse et du débat.

Engagé d'abord sur le terrain politique, avec la lutte contre le PS, puis sur le terrain organisationnel, avec la « remise en ordre » interne, le repli du PCF finit maintenant de s'opérer sur la base de nouvelles valeurs culturelles, vers de nouvelles couches, pour se recréer une nouvelle assise militante et électorale.

Une remise des cartes

« Les communistes de votre quartier vous invitent à venir débattre de leurs propositions, samedi à 15 h » disaient les quelques affiches manuscrites collées ça et là. Avec un peu de retard, la cellule M. organisait son « assemblée annuelle de remise des cartes ».

Dix minutes avant l'heure prévue, ils ne sont encore que trois qui s'affairent dans l'arrière salle du café, pour placer les tables en U, disposer les verres et les bouteilles, et aligner les 10 *Humanité* du jour achetées pour la circonstance au kiosque voisin. La conversation — déjà — roule sur « les mensonges » de la télévision : « Quelques milliers de personnes avec Marchais, ils viennent de dire. Tu parles, on était 12 000 ! » De fait *L'Humanité* titre sur ces « 12 000 personnes » réunies à Montigny. Mon arrivée ne surprend pas :

— Tu apportes les espoirs ?
— ?
— Les livres de Marchais quoi !
— Non, j'ai vu les affiches, je viens pour discuter.
— Ah bon, tu n'es pas communiste !

On me laissera alors tranquille, jusqu'à ce qu'arrive un militant plus jeune — la trentaine — qui aussitôt engage la conversation. Trois idées ressortent de ce qu'il me dit : il faut changer cette société injuste et décadente, où croît la misère ; de l'extrême-droite à l'extrême-gauche, personne ne veut vraiment le changement, si ce n'est le PCF ; il faut donc adhérer, parce que « plus on sera nombreux, plus on pourra faire de choses ». Je ne suis pas d'accord avec tout ? Qu'importe, « la place de ceux qui veulent vraiment le changement est dans le parti. On peut toujours discuter à l'intérieur ». Mais, par exemple, le bulldozer de Vitry, la manif de Montigny, ça pose des problèmes quand même ! « Peut-être, mais ce qui est lamentable, c'est qu'on soit contraint d'utiliser de telles méthodes pour que soient abordées les vraies questions, celle de la drogue ou celle des moyens des municipalités communistes ».

— Vous auriez agi de même, dans la cellule ?
— Je ne pense pas. Les problèmes ne sont pas les

mêmes à Paris. Et puis tu sais, ici, il y a beaucoup de petits-bourgeois.

Notre conversation est interrompue par le flot des arrivées. Au total, une trentaine de personnes, toutes adhérentes apparemment. L'ambiance est des plus décontractée, les conversations roulant sur tous les sujets, sauf politiques. L'arrivée de L., qui a quelques responsabilités à la fédération, n'en est que plus remarquée :

— C'est une réunion de fascistes ici !

Il tient à la main le numéro de *L'Express* parut le matin même, et qui fait sa « une » sur « l'offensive fasciste du PC ». L'indignation, on s'en doute, est générale.

— Ils sont prêts à tout pour attaquer le parti !

— Ils n'ont plus d'autres arguments que le mensonge !

— Ça prouve qu'on a touché juste !

Une jeune des JC m'explique qu'il ne faut surtout pas prendre *L'Express* pour un cas isolé : « Ils emploient tous le même langage, du *Matin à Minute*. Au moins, les choses sont claires ; il y a deux camps ». J'essaie encore de nuancer, d'évoquer les méthodes d'Ivry ou de Montigny. La réponse est différente que précédemment : « Quand il y va de la vie des jeunes, tous les moyens sont bons ». La vie des jeunes serait en jeu quand on traite du problème des immigrés ? « Tout est lié. Les ghettos, la misère des grands ensembles, le chômage, c'est cela qui engendre la drogue... »

Du speech du responsable de cellule, un enseignant du CES proche, il y a peu à dire : il ne s'est agi que d'un condensé du discours prononcé début janvier par Marchais au métro Jaurès. Avec un appel plus particulier à la mobilisation de la cellule : « Nous allons avoir beaucoup de travail. Les affiches de Chirac doivent être les dernières qu'on voit dans le quartier ». Tout le monde acquiesce. « Mais la discussion est libre, poursuit le secrétaire y a-t-il des questions ? »

— Pourquoi R. n'est-il pas ici, demande un barbu.

— On en discutera entre nous, si tu veux. Des questions ?

Mon voisin fait part de ce

qu'il croit être mes interrogations : « Le copain ne comprend pas le sens des actions du parti à propos de la défense des travailleurs immigrés et de la lutte contre la drogue ».

— C'est vrai qu'il faut lire *L'Humanité* pour connaître la vérité. Les racistes, ce sont ceux qui refusent de voir en face le problème des immigrés, et préfèrent les parquer dans les ghettos.

Et de ressortir l'explication habituelle sur les municipalités de droite qui refusent les immigrés, etc...

Sans doute n'ai-je pas l'air très convaincu, puisque le premier militant rencontré revient me voir pour me demander « de ne pas me braquer là-dessus, et de bien voir l'essentiel ». Et d'ajouter, à mi-voix : « Si on était obligé d'être d'accord avec tout, le PCF ne serait pas un parti démocratique »...

D'autres militants sont maintenant autour de nous. Pour ceux-là, l'avis est unanime : « Ce n'est pas en pleine bagarre qu'on se permet de couper les cheveux en quatre ». Les hésitations, la réflexion, au rencart. On me demande :

— Tu bosses en tôle ?

— Non...

— Et bien je vais te dire : dans la tôle, il y a la CGT qui se bat contre le patron, et puis il y a les autres. Les communistes, ils sont à la CGT, et ils proposent un vrai changement de société. Les travailleurs n'ont pas de mal à juger. D'un côté ceux qui se battent contre Giscard, de l'autre ceux qui discutent avec lui.

— Marchais ne va tout de même pas avoir assez de voix pour être élu !

— Peut-être pas, mais le PC sera plus fort.

— Pour faire quoi ? Ce qu'il fait en ce moment ?

— Ecoutes, ou bien tu es du côté des communistes, pour le changement, ou bien tu fais fatalement le jeu de la droite. Il faudra bien que tu choisisses, comme tout le monde.

Pendant ce temps, les cartes 1981 ont été remises à ceux qui ne les avaient pas encore, et les bouteilles ouvertes. Les verres de Ricard s'entrechoquent : « A la cellule », « Au parti », « Au succès de Georges » !



Le numéro 1 du journal *Union dans les Luttés* vient de paraître. A son sommaire, on note une tribune de débats sur les divisions de la gauche où s'expriment différentes sensibilités du Mouvement. La parole est donnée à divers collectifs (Paris 19^e, Le Havre, Paris 14^e, etc.).

Des articles sur la Pologne, l'Uruguay, le Salvador avec une interview de Roberto Armijo (représentant du FDR) et une interview de Raymond Charpiot (secrétaire général de la CGT des capitaines et officiers de la Marine marchande).

La campagne du PCF sur la drogue et les moyens employés par lui, directement ou indirectement par la Jeunesse Communiste, (délation, dénonciations...) ont suscité de nombreuses réactions dans la jeunesse scolarisée et parmi le corps enseignant, comme cela s'est vu par exemple au CES de Montigny, où la majorité des enseignants ont signé un texte réprochant l'action du PCF sur la ville.

Nous avons reçu deux lettres de lecteurs concernant les actions de la JC sur les lycées Brossolette à Villeurbanne et Darius Milhaud au Kremlin-Bicêtre.

VILLEURBANNE

LA JC PLANE

REVOLTES par les suppressions de postes d'enseignants de la nouvelle carte scolaire, les élèves, professeurs et parents du lycée Pierre-Brossolette à Villeurbanne organisent leur mouvement depuis le début février. Au dixième jour du mouvement, ce lycée devenait, grâce à un tract de la JC distribué dans les boîtes aux lettres, le centre de la «nouvelle affaire de drogue». Une jeune femme de trente ans, villeurbannaise de fraîche date, n'ayant aucun lien avec le milieu scolaire, décède à la suite d'une trop forte injection de Palfium (délivré sur ordonnance médicale). Sa mort allait fournir l'essentiel des faits à la JC pour ouvrir le feu sur le lycée Brossolette.

Le samedi 14 février, les Villeurbannais découvraient dans leurs boîtes aux lettres une «lettre ouverte du cercle JC de Villeurbanne à M. le député-maire Charles Hernu». Ce tract, après une introduction tirée du discours de Marchais où sont amalgamés pêle-mêle le D' Olievstein, Libération, le PS, la droite et «Le Progrès», interpelle son destinataire : «Vous M. Ch. Hernu qui vous dites socialiste, vous ne dites rien, pourquoi ? D'autant qu'il est connu que Villeurbanne n'est pas épargnée par le trafic de drogue. Quelle est la situation à Brossolette ?» Voilà, sans preuves, ce lycée désigné comme lieu de trafic, uniquement prétexte à querelles entre PS et PCF, qui sont monnaie courante dans cette ville, bien avant la rupture de la gauche.

Ce matin-là, se tenait au lycée une réunion du conseil d'établissement, réunion houleuse sur les suppressions de postes d'enseignants. Le représentant de la mairie, Chabroux, lit le tract. Le SNES, le SGEN, la FCPE (Cornec) et la PEEP (Lagarde) mettent au point un communiqué. Un membre du PCF, présent à la réunion et principal responsable

de la cellule de Brossolette, pensait à un faux. Ce communiqué dénonce le tract JC comme «accusation mensongère» et dément «les articles de presse suscités par une lettre attribuée à la JC...». Le terme «attribuée à la JC» traduit la stupéfaction de la cellule du PCF qui a été tenue en dehors de l'opération «casser la drogue».

Cette opération a été entièrement organisée par la direction fédérale et le comité de ville de Villeurbanne, sous la haute main de son secrétaire Scandolara. Le secrétaire du cercle JC de Villeurbanne (inexistant sur les lycées), n'a participé qu'en cours de route. Car le tract, rédigé, fabriqué et envoyé à la presse au nom des JC, il fallait bien le diffuser. Le comité de ville n'a pas cru bon d'avertir la cellule de Brossolette, certes importante mais secouée par l'invasion de l'Afghanistan, les événements de Pologne, les affaires de Vitry et Montigny. Constamment en porte-à-faux par rapport aux débats qui traversent le milieu enseignant, secoués par les prises de positions de leur Parti qui remettent en cause des thèmes de leur engagement, certains militants de la cellule sont en train de démissionner.

Après avoir cru à un faux, ils se sont vu confirmer l'initiative au cours d'une réunion houleuse, en présence du secrétaire de la ville ; initiative entérinée par Juquin sur France-Inter. Le lundi ils se sont associés à la motion de l'assemblée générale des profs (60 sur 95), motion qui condamne sans équivoque la «lettre de la jc», ainsi que la campagne du MJCF.

Quant aux 1200 élèves de ce lycée, ils se sentent «pris en otage par des querelles de partis politiques qui ne vont contribuer qu'à accentuer la mise au pas de notre lycée qui est resté assez libéral». Ce point de vue d'un lycéen est très répandu. La conférence de presse de Hernu le lundi 15

Au lycée Darius Milhaud du Kremlin-Bicêtre (Val-de-Marne) une affiche a été apposée par deux élèves le mardi 17 février. Celle-ci s'intitulait : «Réponse d'immigrés aux attaques du PCF et de ses larbins». Ces élèves se proposaient, à la suite des déclarations du maire d'Ivry concernant l'établissement de quotas d'immigrés dans les colonies de vacances, «d'établir des quotas de jeunes communistes dans les classes». Ils concluaient de la façon suivante : «Nous espérons que vous, communistes ou pas, sentirez tout ce que cela peut avoir d'humiliant pour des personnes, fussent-elles étrangères, d'être considérées comme des parasites contre lesquels il faut lutter, tout ce que cela peut représenter de racisme, de haine, de discrimination...».

Or, trois militants de la JC prirent violemment à partie l'un d'eux et arrachèrent leur affiche. Le soir même ainsi que le lendemain matin, un tract était distribué par les militants de la JC avec l'aide de Pierre-Yves Cosnier (maire PCF de Villejuif, conseiller général du Val-de-Marne) et autres membres du PCF. Son titre était déjà prometteur : «Après la télé, Europe 1... les fascistes veulent censurer au lycée les jeunes qui se battent !»

On ne voit pas pour quoi ces jeunes se battent pour le moment. De plus, on oublie les attaques répétées que lance le PCF contre les immigrés car il n'est nulle part stipulé dans ce tract que l'affiche apposée concerne les quotas d'immigrés dans les colonies de vacances. «Nous avons assisté à une provocation fasciste dans le lycée Darius Milhaud», s'exclament-ils. Plus grave : les deux élèves (immigrés), à l'origine de l'affiche, sont qualifiés non seulement de «fascistes» mais de «petits politiciens minuscules accrochés à l'injure et à la censure» et de «porte-voix des milliardaires qui sont contre la jeunesse».

Il faudrait au moins qu'ils sachent ce qu'est le fascisme, qu'ils arrêtent de prendre de haut les élèves qui n'ont pas, eux au moins, la prétention d'être de grands politiciens, et qu'ils spécifient que ce n'est pas contre toute la jeunesse que nous en avons, mais contre la Jeunesse Communiste «qui lutte contre la censure» en arrachant par deux fois nos affiches.

La liberté d'expression n'existe-t-elle que pour eux qui ont les moyens de diffuser des tracts et d'amener le maire de Villejuif à la sortie du lycée ? La JC rappelle les heures de gloire du PCF, de

Guy Mocquet à Charonne, ne pouvant se prévaloir d'actions plus récentes. Elle rappelle que les communistes «sont encore prêts à mourir dans leur lutte contre le fascisme» et qu'ils n'ont de leçon à recevoir de personne sur ces questions.

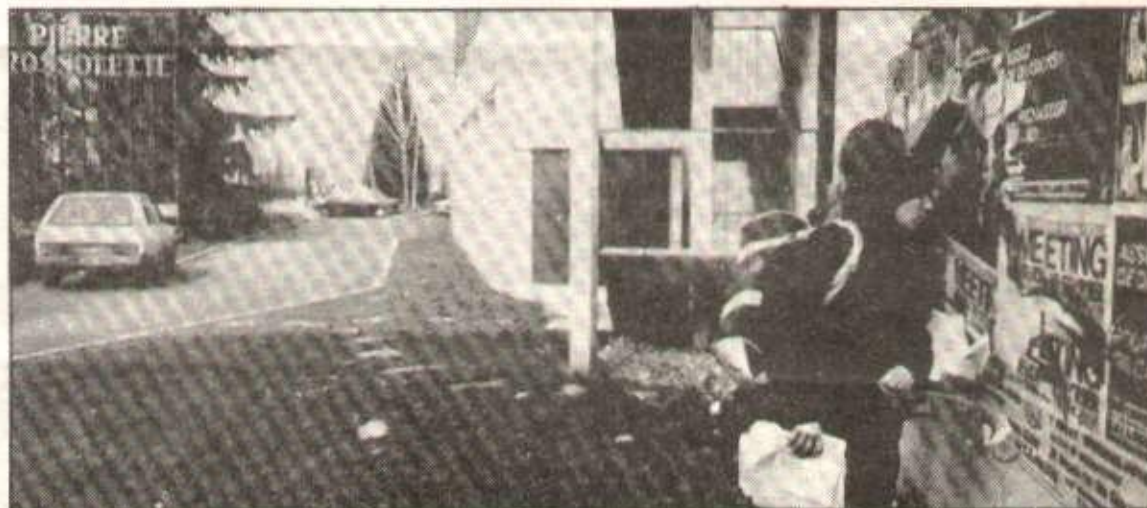
Mais, dans les faits, qu'y a-t-il, à part des attaques au bulldozer contre des travailleurs maliens, des affirmations sans preuves contre une famille marocaine, la fermeture d'un foyer d'immigrés, d'une proposition raciste de quotas dans les colonies de vacances ? On comprend évidemment mal qu'un parti qui prétend être le seul à défendre les plus pauvres s'attaque aux plus misérables, les immigrés !

Darius Milhaud, «ce lycée français conquis de haute lutte par les communistes» affirment-ils fièrement, ne leur appartient pas. Personne n'y instaurera son ordre moral.

Nous, lycéens, avons répondu par un tract suivi d'une pétition. Déjà 400 personnes, lycéens et enseignants, ont signé massivement notre pétition en faveur de la liberté d'expression affirmant avec nous, leur désir d'autonomie.

Une lycéenne inorganisée

Des élèves du lycée Pierre Brossolette, à Villeurbanne, arrachant des affiches du PCF



devant le lycée a contribué à l'étendre.

Echarpe tricolore, sono, presse, ce décor amusera plus les élèves que le discours. Des élèves diront : «Hernu a déjà visé notre lycée puisqu'il n'a pas attendu la JC pour demander une enquête de police». Lycéens et profs sont plus que mal à l'aise à cause des discours des uns et des autres.

A Brossolette il n'y a pas plus qu'ailleurs des élèves qui fument du haschich. Et le folklore lycéen prend le relais : des pancartes donnent les cours de la drogue à Brosso avec réduction de groupe pour la JC, etc.

Unanimité autour du rejet de la campagne JC, aucun impact dans les autres lycées lyonnais, où la JC n'existe pas ; aucune

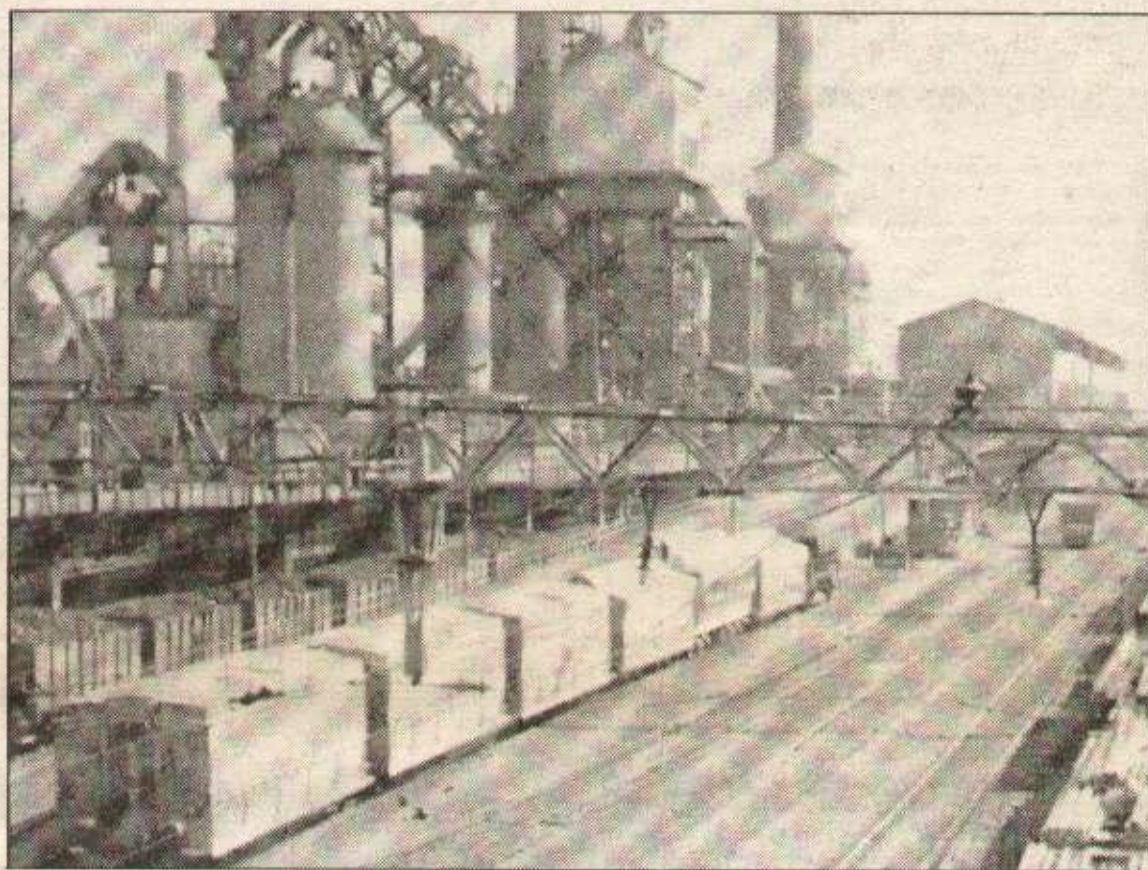
section syndicale de prof ou association de parents d'élèves ne soutiennent cette campagne dans l'agglomération lyonnaise.

Un coup pour rien, mais qui n'empêche pas le PCF et la JC de continuer à distribuer des tracts sur la drogue, étapes qui doivent conduire à un rassemblement devant la permanence de Barre le 4 mars.



Michel Rolant, (à gauche). Son rapport a servi à la « résolution économique ».

LA CFDT VEUT OCCUPER LE TERRAIN ECONOMIQUE, MAIS JUSQU'OU ?



Il est nécessaire de clarifier des positions concernant les « solutions industrielles », prises sectoriellement (autour de la sidérurgie, par exemple).

Le Conseil national de la CFDT, rassemblant les représentants des Fédérations et Régions, s'est tenu du 29 au 31 janvier 1981, avec deux importantes résolutions à son ordre du jour : sur l'élection présidentielle et la politique à mener sur le terrain économique. Désormais les positions adoptées par le CN CFDT sont entre les mains des syndiqués. Si la position prise sur les présidentielles semble de nature à mobiliser assez largement les militants, celle qui résulte de la « **résolution économique** » n'est sans doute qu'une pièce de plus à un dossier touffu et contradictoire (celui de la prise en charge de « **propositions industrielles** » par le syndicalisme). Néanmoins, ce rapport — qui demeure soumis au débat de l'organisation — reflète les ambiguïtés mêmes de l'actuelle démarche confédérale et l'hétérogénéité des pratiques possibles partant de là.

Par Stéphane RAYNAL

D'EVIDENCE la CFDT est plus à l'aise dans le débat des présidentielles que pour dégager une attitude cohérente et mobilisatrice sur le terrain des « choix économiques ». Le Conseil national a pu adopter une résolution sur les élections présidentielles où puisse se retrouver l'essentiel des militants. Il s'agit, pour la confédération de déterminer comment peser, en syndicalistes, sur les échéances politiques qui s'approchent*.

Sanctionner le septennat

Le CN s'est efforcé pour cela de maintenir deux égales exigences : ne pas subordonner le tout de l'action syndicale aux échéances électorales (répondant ainsi aux critiques émises au Congrès de Brest sur l'avant 1978) et s'inscrire nettement dans la bataille contre Giscard. C'était une

position logiquement attendue par les militants et qui a donné lieu à une résolution sans grande surprise. Il y est notamment indiqué que « *dans cette période la CFDT ne changera pas le sens de son action* », mais « *continuera à développer les luttes sociales et la mobilisation populaire, car celles-ci constituent le levier pour obtenir des résultats et avancer vers des transformations significatives* ». Pour le premier tour, la CFDT ne donnera pas de consignes de vote particulières mais œuvrera pour « *l'impulsion d'un débat de masse* » en intervenant dans la campagne sur la base des objectifs prioritaires du syndicat. Pour le second tour, il apparaît à la confédération qu'« *élire un président de gauche... peut conduire à des changements positifs, si les problèmes réels sont pris en charge* ». Pour la CFDT, l'important est bien que « *le bilan du septennat est accusateur et qu'il faut le sanctionner* » ! C'est un assez large accord qui a rassemblé le Conseil national sur cette démarche : 1 327 mandats sur 1 518. Aux organisations confédérées de partir maintenant en campagne, contre Giscard et pour « *des engagements précis à gauche...* »

Elargir le champ d'action syndical...

La résolution économique a été l'objet, elle, de plus après discussions ! 36,6 % des mandats lui ont été refusés au Conseil national. Et encore ce chiffre (essentiellement constitué d'abstentions : 32,9 %) ne reflète-t-il qu'imparfaitement les débats et réticences sur le rapport de Michel Rolant ayant servi de support à la résolution économique. Ainsi, certaines organisations avaient déposé des amendements qui ont été intégrés par le rapporteur, n'ont pas maintenu leur opposition ou ont transformé des contres en abstentions ; une autre (UR Auvergne) a finalement retiré une « *motion préjudicielle* » tendant au renvoi de la discussion... De fait cette résolution n'a guère convaincu ! Tout au plus permet-elle d'une part certaines clarifications de démarches, d'autre part d'ouvrir désormais le débat dans l'ensemble de l'organisation. Comment pourrait-elle, d'ailleurs, ne pas refléter les contradictions et lectures

différenciées du recentrage et de la resyndicalisation, existant encore dans la CFDT ?

S'agissant selon le propos du rapporteur d'« *élargir le champ de l'action syndicale à l'intervention sur le terrain économique* », on retrouve nécessairement les problèmes de conceptions et de pratiques induites qu'avait soulevés l'introduction du thème d'« *un nouveau type de développement* » puis celui des « *solutions industrielles* » et enfin tout le débat, encore frais, sur les négociations Giraudet...

Quelle démarche syndicale ?

Un tel faisceau de problèmes aboutit à un texte relativement touffu, dont l'ambition de couvrir largement le domaine économique aboutit, en fait, à une résolution peu mobilisatrice. C'était du reste un aspect qu'ont soulevé les fédérations de la chimie et des services en indiquant que le rapport Rolant tranchait d'avant-

* Voir Syndicalisme Hebdo n° 1 848 du 12 février 1981.

ce des questions délicates (comme les relations internationales) sur lesquelles le débat serait à poursuivre. Leur amendement, ayant rassemblé 14,6 % des mandats du CN, a témoigné d'une crainte rapide de voir se figer le débat dans l'organisation.

Cependant on ne peut nier que l'engagement des syndicats CFDT dans le vif du sujet des « solutions industrielles » soit nécessaire, ne serait-ce que pour clarifier des positions prises sectoriellement (autour de la sidérurgie, par exemple). En ce sens, c'est une bonne chose que les syndiqués s'emparent enfin d'un problème qui agite le Bureau National et le Conseil national de la CFDT depuis plusieurs mois déjà.

D'autant que la démarche d'aborder les choix économiques du pouvoir et du patronat, les examiner, les contester est pleinement syndical, en fait, il est bien exact que « toute action syndicale efficace modifie les choix économiques des entreprises et des administrations ». Le syndicalisme ne saurait limiter son action aux conséquences des choix industriels, financiers et technologiques du capital. Il a bel et bien à contester leur logique, à tout instant et pas seulement dans un processus révolutionnaire. Le fait accompli des restructurations et leur cortège des pertes d'emplois, par exemple, ne peut être accepté ! Et, dans ces conditions, le syndicat peut être en mesure de faire des propositions de lutte pour la création de nouveaux emplois, la mise en route de nouvelles recherches, l'amélioration des conditions de travail et de production. La réflexion critique du syndicalisme sur l'outil de travail et la production n'est pas une affaire neuve : s'en désintéresser, c'est souvent se retrouver désarmé devant l'introduction de nouveaux modes d'exploitation et de division de la classe ouvrière. Quant au « vivre et travailler au pays », n'implique-t-il pas de peser syndicalement contre les déséquilibres régionaux et les désengagements industriels (que subissent des régions entières) de se battre pour le respect de notre cadre de vie jusqu'au point de proposer des alternatives au « tout nucléaire » ?

Voilà sans doute des questions concrètes que la discussion devra, désormais prendre en compte, après ce Conseil national.

Une logique inquiétante

Malheureusement ces questions ainsi ouvertes donnent trop souvent lieu, dans la résolution, à des réponses inquiétantes ou pour le moins ambiguës.

Certes, l'intégration de quelques amendements positifs rappelant la nécessité de ne pas perdre de vue les rapports de forces et le terrain de luttes sociales, de « dégager des propositions revendicatives offensives », ont quelque peu modifié les traits technocratiques de l'ini-

Les votes de la résolution économique

Exprimés : 1 543

Pour : 979

Contre : 56

Abstentions : 508

Les oppositions qui se sont fait jour :

• Contre : Haceutex, Champagne-Ardenne, Midi-Pyrénées (en partie).

• Abstentions : Affaires sociales, Banques, F.U.Chimie, Construction, Finances, PTT, Services, F.G. Electricité-Gaz (en partie), Interco (en partie), Auvergne, Basse-Normandie, Poitou-Charentes, Provence, Région Parisienne, Bourgogne (en partie), Languedoc (en partie), Rhône-Alpes (en partie).

tial rapport Rolant. Mais la résolution n'en demeurera pas moins tournée vers la réalisation d'objectifs limités, très compatibles avec le maintien du système, voire des désirs actuels du patronat quant à la souplesse et la rentabilité du système de production. Les limites dictées tant par les lois du marché international tel qu'il est que par le comportement de la bourgeoisie dans la crise ne sont pas fondamentalement critiquées. On la chercherait même vainement de grandes réformes de structures que la CFDT se proposerait d'obtenir, si ce n'est le fait d'accorder aux 21 régions de programme « la personnalité civile et l'autonomie financière dans le cadre national ».

Sur le terrain, à juste titre jugé prioritaire de l'emploi, la confédération est amenée à envisager l'échange d'aides publics aux entreprises privées avec « pour contrepartie une politique sociale, créatrice d'emplois, négociée » et même à revendiquer

La CFDT et les régions

A ce Conseil national, et à l'occasion du débat sur la résolution économique, les organisations régionales interprofessionnelles Languedoc-Roussillon, Midi-Pyrénées et Aquitaine ont chacune déposé un amendement tendant à contester les équilibres, pouvoirs et aménagements régionaux (Midi-Pyrénées allant jusqu'à proposer la suppression de la tutelle du préfet et préconiser un exécutif régional et départemental bénéficiant de transferts financiers).

Ces amendements ont recueilli de 13,4 % à 28,9 % des mandats du Conseil national, le rapporteur estimant que cette question, importante, « dépassait largement le cadre de la résolution » et que ce n'était donc pas le lieu de les aborder, selon lui !



Etre plus agressif sur les marchés internationaux : est-ce le rôle de la CFDT et la logique dans laquelle il s'agirait de développer la réflexion et l'action syndicale aujourd'hui ?

des accommodements des charges publiques et de la sécurité sociale de telle sorte qu'elles « ne pénalisent pas les industries de main d'œuvre ». C'est faire preuve de beaucoup de compréhension, décidément ! Il y a fort à parier que le CNPF accepte par ailleurs de négocier, comme il est proposé, sur « l'augmentation de la durée d'utilisation des équipements publics et privés » : comment la CFDT conciliera-t-elle cela avec la réaffirmation du fait que tout cela ne saurait « conduire à l'extension du travail posté », par exemple ?

La reconnaissance de certaines catégories propres à la logique patronale, telle que la « rentabilité » et la « compétitivité » (même aussitôt critiquée sous l'angle du « sacrifice des coûts sociaux des valeurs humaines et du patrimoine collectif ») pose problème : jusqu'où doit aller le réalisme syndical dans sa con-

frontation aux problèmes de maintien et développement des capacités de l'appareil de production nationale ? De forts accents du « produisons français » du PCF traversent par moment les propositions confédérales concernant « les relations de la France avec le reste du monde » que ne saurait résoudre la prise en compte proclamée des « besoins prioritaires des peuples du Tiers-Monde » ou les références au dialogue Nord-Sud. C'est une certaine manière d'être agressif et mieux présent sur les marchés internationaux que suggère la CFDT : est-ce son rôle et la logique dans laquelle il s'agirait de développer la réflexion et l'action syndicale aujourd'hui ?

Comme on le voit d'ailleurs dans la reprise des vieux thèmes de la minorité CFTC de la « socialisation de la fonction d'investissement » et de la réorganisation du système de crédit,

la résolution économique issue du CN CFDT de janvier a plus que des difficultés à n'élargir le champ de l'action syndicale que dans le seul sens des intérêts bien compris de la lutte de classes !

Ainsi, encore une fois, confusion et dérive droitière sont venues altérer un constat, pourtant réaliste, dressé par la CFDT : ce n'est ni une coïncidence ni une fatalité, mais le témoignage d'une réelle ambiguïté confédérale, malheureusement persistante, et que l'intégration d'objectifs et démarches plus tournés vers la mise en œuvre d'une dynamique de lutte, ne peuvent facilement transformer. La prise en compte critique des propositions économiques confédérales et le débat qu'elles peuvent susciter dans les organisations confédérées peuvent — à l'instar des négociations sur le temps de travail — faire évoluer sensiblement cette situation. ■

Après la position confédérale sur les élections présidentielles

REMOUS DANS LA CGT

L'attitude de la direction confédérale CGT à propos des élections présidentielles ne fait pas l'unanimité dans la centrale, c'est le moins que l'on puisse dire.

Deux fédérations avaient déjà fait part de leurs divergences à ce sujet lors du CCN (Comité confédéral national) de décembre. Voilà qu'un texte d'opposition, signé par plus de deux cents militants et responsables cégétistes, circule à Marseille et dans la région Provence-Côte d'Azur.

Plus largement, le malaise est perceptible dans toute la confédération. Logique, puisque se déroule, à quelques nuances près, le même scénario qu'en 1978. Pourtant, il y a eu le 40^e congrès, une vague de critiques précises dont, deux ans après, des dirigeants confédéraux ne tiennent aucun compte.

Par Gérard PRIVAT

C'EST « l'appel de Gentilly » qui avait plus particulièrement provoqué la colère, la réprobation ou la gêne chez de nombreux militants cégétistes. Georges Séguy, présidentant un meeting électoral du PCF à Gentilly, avait appelé très publiquement à voter pour le candidat de ce parti, en l'occurrence pour cette circonscription, Georges Marchais.

D'une manière générale, l'attitude de la direction confédérale pour les législatives de 1978 avait été très engagée derrière le PCF. Le 40^e Congrès, tenu en novembre-décembre de la même année avait été l'occasion de critiques nombreuses sur cette question, voire d'accrochages parfois très vifs.

Une expression revenait comme un leit-motiv : « On a trop parlé programme commun avant les élections et pas assez programme CGT ». Ajouté à cela, on avait abondamment reproché à certains dirigeants leurs prises de position bruyantes en faveur des candidats du PCF. Il n'est sans doute pas exagéré de dire que la question de l'attitude confédérale dans la campagne électorale de 1978 fut l'un des points majeurs des travaux du 40^e Congrès, l'une des questions où les dirigeants confédéraux concernés durent, bon gré, mal gré, fournir des explications en forme de début d'autocritique.

La même attitude

On se serait attendu, dans ces conditions, à une attitude différente, prenant en compte les

sièment, aucune position n'est prise à propos du second tour.

Les trois volets de la position s'articulent assez bien pour faire peser, dans les faits, le poids de la confédération dans le plateau de la balance en faveur du candidat Marchais. Sur le programme d'abord. C'est très bien de mettre en avant le programme de la CGT. Seulement, il faudrait y mettre tout le programme. Une sélection a été opérée de manière criante pour faire coïncider un certain nombre de points, présentés comme prioritaires, avec les thèmes développés par Marchais. La fédération des Finances fait observer à ce sujet que les points ainsi choisis dans le programme CGT portent pour une large part sur des questions internationales, comme les fusées Pershing en Europe, par exemple. Alors, s'il s'agit de parler programme CGT, il faut défendre la totalité de ce programme discuté et élaboré par le 40^e Congrès.

Sur l'indépendance de la CGT. La grossièreté de la tactique mise en œuvre n'a échappé à personne. Elle aurait été sévèrement critiquée à Grenoble : officiellement la centrale ne prend pas de position et laisse ses adhérents se déterminer et user ainsi de « leur droit de citoyen ». Mais il y a une supercherie : lorsque Séguy ou Krasucki prennent une position, ils engagent qu'ils le veulent ou non, la centrale. Il n'y a pas un moment où le secrétaire général dépose

sa casquette de premier responsable de la CGT, pour coiffer celle de dirigeant du PCF. Quels que soient le lieu, la circonstance ou l'occasion, Séguy est secrétaire général de la CGT et les positions qu'il prend engagent la CGT.

Enfin, aucune position n'est définie pour le deuxième tour. On est en droit de se poser la question : qu'est-ce qui empêche la CGT de proclamer haut et fort, et dès maintenant, que tout doit être mis en œuvre pour battre Giscard, pour en finir avec ce gouvernement de chômage, de vie chère et de répression. Pourquoi laisser planer des doutes sur l'attitude que la CGT sera amenée à prendre au second tour si, ce n'est en fonction de préoccupations politiciennes, de soutien déguisé à un candidat particulier. Les dirigeants confédéraux laisseraient-ils entendre que suivant le candidat de la gauche qui figurera contre Giscard au deuxième tour, ils pourraient avoir une attitude différente, ou soutenir l'un très activement et l'autre plus que mollement. Un tel comportement n'est pas principalement inspiré, on le voit, par une volonté nette et claire de battre le candidat de la droite, de sanctionner ce pouvoir archi-réactionnaire. Il aboutit, en tout cas, à amoindrir dès maintenant les chances de se débarrasser du gouvernement giscardien. Les dirigeants confédéraux prennent là une lourde responsabilité, celle de concourir, à leur manière, à ce que « nous en reprenions pour sept

ans de giscardisme ». C'est cette attitude irresponsable qui a révolté nombre de militants, y compris parmi ceux qui sont membres du PCF.

Nombreuses critiques

Le comportement de ces dirigeants ne pouvait passer sans soulever des vagues de protestations. Le 49^e Congrès est très proche encore ; les critiques étaient précises, il n'en est pas tenu compte. Alors...

Au CCN de décembre, deux fédérations s'étaient opposées à la politique confédérale sur la question des présidentielles : la fédération des capitaines et officiers de la Marine marchande dirigée par Raymond Charpiot et la fédération des Finances. Cette dernière a d'ailleurs rédigé un texte précis et détaillé développant les points ci-dessus exposés. Des prises de positions critiques ont été rendues publiques dans divers endroits du pays. La dernière en date — et sans doute la plus importante pour le moment — est cette initiative prise par des militants marseillais. Ils étaient huit au départ — de diverses opinions politiques — à avoir signé une lettre de protestation envoyée à la direction en demandant sa publication dans *Le Peuple*, organe de la CGT. Séguy les a traités de « trublions ». Depuis, les trublions sont 200, dont de nombreux responsables et la liste ne cesse de s'allonger. Leur texte indique notamment que les positions confédérales ont été « très mal accueillies par les cégétistes, les ont désorientés, désespérés et ont écœuré les militants... ».

Se référant à la « diversité des courants et des sensibilités qui font la richesse de la CGT » comme se plaisent à le dire très souvent les dirigeants confédéraux, les signataires estiment que la CGT se doit pour le premier tour d'appeler à voter pour tous les candidats de gauche suivant la sensibilité de chacun ; pour le deuxième tour, de soutenir le candidat de la gauche qui affrontera Giscard. L'objectif au premier comme au second tour étant de faire le maximum pour battre Giscard.

C'est un appel qu'on lance ces cégétistes marseillais, conscients de l'ampleur du mécontentement dans les rangs de la CGT. C'est un fait que beaucoup de militants estiment aujourd'hui qu'il n'est pas impossible d'obliger les dirigeants confédéraux à modifier de manière assez sensible leur position sur la question des présidentielles.

Séguy dans un meeting parisien du PCF renouvelle « l'appel de Gentilly ».



Pour le Socialisme commence, ici, avec Villeneuve-d'Ascq une enquête sur les villes nouvelles, enquête qui s'étendra sur plusieurs numéros. Pourquoi les villes nouvelles ?

Lancées dans les années 60, en pleine période d'expansion, ces villes devaient offrir aux gens fatigués des ZUP ou des cités traditionnelles un cadre urbain mieux pensé, plus humain, plus vivable.

Avec les villes nouvelles devaient commencer disait-on une vie nouvelle. Le plus souvent, mais pas toujours, des études préalables ont été effectivement menées sur les différents besoins à satisfaire et des efforts réels ont été consentis en matière d'équipements collectifs de toutes sortes : culturels, récréatifs, sportifs, éducatifs... un cadre matériel plus satisfaisant a été mis en place.

Et pourtant... Et pourtant la réalité quotidienne que vivent les gens qui sont venus habiter dans ces nouveaux ensembles urbains n'est pas à la hauteur de leur attente. On y rencontre souvent un malaise diffus, parfois une franche insatisfaction. Aussi comment vit-on dans les villes nouvelles ? Et celles-ci ont-elles réussi à créer un cadre d'échange, de communications entre les individus qui rendent la vie véritablement différente ?

Une enquête de
Françoise DUNANT

A Villeneuve-d'Ascq...

VILLE NOUVELLE, VIE NOUVELLE ?



Une ville coupée en deux par l'autoroute.

VILLENEUVE d'Ascq, située entre Lille et Roubaix, à l'est de Lille, est la première des neuf villes nouvelles conçues en France à la fin des années 60, dans l'optique de croissance économique qui dominait en ces années et qui explique les projets très ambitieux établis à l'origine. La création de la ville nouvelle répondait à plusieurs objectifs :

— d'abord, dans le cadre de la reconversion des Houillères, décidée vers 1960, elle devait donner un souffle nouveau à la région, en faisant de Lille une grande capitale régionale « au carrefour de l'Europe », et pour cela assurer la cohésion entre Lille et Roubaix.

— d'autre part, il s'agissait de sortir « l'université des betteraves », c'est-à-dire de ne pas faire de la cité scientifique installée depuis 1964 à Annappes, un ghetto étudiant mais d'intégrer ces étudiants, ainsi que ceux de la future Fac de Lettres, dans un ensemble urbain où serait assuré le lien des étudiants avec le reste de la population et d'autre part, le lien entre l'université et l'industrie, selon le modèle américain.

— enfin, il s'agissait de mettre en œuvre, dans les villes nouvelles, une nouvelle conception de l'urbanisme : au schéma d'urbanisation qui avait été celui des années antérieures (des ZUP-cités d'ortoirs, comme à Sarcelles et, d'un autre côté, des zones industrielles) la ville nouvelle substituait un autre schéma qui devait permettre aux habitants de vivre, de travailler et de se

distraindre sur place. Le projet initial de Villeneuve d'Ascq était de réunir 100 000 habitants, d'offrir un emploi par logement, beaucoup d'activités qualifiées, des entreprises de pointe proches de l'université et de leurs laboratoires de recherches, des équipements collectifs, toutes sortes de loisirs, beaucoup de verdure et une architecture nouvelle et audacieuse.

Une naissance difficile imposée par les technocrates

Arbitrairement décidée par le gouvernement, en décembre 1966, le projet conçu par les technocrates connut plusieurs vicissitudes avant de prendre définitivement corps le 25 février 1970. C'est ce jour-là qu'est signé l'acte de fusion des trois communes : Fiers, Annappes et Ascq qui se trouvaient sur l'emplacement choisi par les envoyés du gouvernement, pour bâtir la ville nouvelle.

Une des particularités de Villeneuve d'Ascq est de n'avoir pas poussé en « terrain vierge ». En février 1970, quelques 28 000 habitants vivaient déjà sur son territoire : la plupart depuis des générations, dans les villages de Fiers, Annappes et Ascq, les autres depuis plusieurs années, dans la ZUP construite en 1961 à Annappes pompeusement appelée « la Résidence » ou encore dans

le quartier de Babylone à Fiers. L'université avait déjà implanté sa cité scientifique au sud d'Annappes et un projet de construction d'une cité de cadres de 600 logements, autour de deux golfs, existait depuis 1963 et commençait à être réalisée en octobre 1970. La ville nouvelle devait combler les trous entre ces diverses zones déjà construites et urbaniser toute la partie nord jusque-là occupée par des champs et des marais.

Mais loin de consulter les populations concernées par la création de la ville nouvelle, le gouvernement ne les a même pas informées. Les projets sont restés secrets jusqu'au jour où 249 habitants d'Annappes ont reçu leur avis d'expropriation : leurs maisons, dont certaines n'avaient que quelques mois étaient sur l'emplacement prévu pour la future Fac de Lettres et l'autoroute ainsi que le centre ville. Ce fut la première mobilisation des habitants contre la ville nouvelle qui aboutit à réduire à 92, le nombre des expropriations. La deuxième est celle des habitants du village d'Ascq qui refusèrent de voir disparaître un nom qui, pour eux, était chargé du souvenir du massacre de 86 hommes du village par les nazis, en avril 1944 : voilà pourquoi la ville nouvelle s'appelle Villeneuve d'Ascq.

Cette période resta très vivace dans l'esprit des habitants de ces anciens villages, au-delà même des expulsés. Ils ont aujourd'hui le sentiment de s'être fait piéger. Ils en ont gardé une volonté

farouche d'avoir leur mot à dire sur tous les problèmes d'aménagements du cadre de vie.

Aujourd'hui, Villeneuve d'Ascq compte 57 000 habitants, et porte fortement l'empreinte de sa formation hétéroclite : rien de commun en effet entre les quartiers neufs du Triolo ou du Pont-de-Bois, avec leur architecture moderne, leurs immeubles aux lignes brisées, aux couleurs vives, leurs équipements collectifs nombreux, leurs rues piétonnes, leur centre commercial, et les petites ruelles de l'ancien village de Fiers, aujourd'hui appelé Fiersbrouck, du vieil Annappes ou d'Ascq, avec leurs petites maisons, leurs petits commerces et leur place autour de la vieille église. Rien de commun non plus avec le quartier de la Résidence, ZUP classique avec ses grands ensembles et son centre commercial, ni avec le quartier chic de la ville (Brigode) avec ses terrains de golf ou ses belles villas.

Une édification marquée par les luttes des habitants

A peine les premiers habitants du quartier nouveau venaient-ils de s'installer qu'il leur a fallu affronter les promoteurs et l'EPALE (Etablissement d'Aménagement de Lille-Est), organisme officiel mis en place par le gouvernement pour aménager la ville nouvelle.

— Villeneuve-d'Ascq compte 57 000 habitants. Qui sont-ils ? La tranche d'âge la plus représentée est celle des 25-30 ans. L'habitant-type de Villeneuve-d'Ascq est le couple de 27-30 ans, avec un ou deux enfants, qui habite dans les quartiers neufs (seulement 8 % de plus de 65 ans à Villeneuve-d'Ascq contre 18 % en France). La plupart des enfants ont entre un et six ans. 29,7 % de la population active a un diplôme au moins équivalent au bac. 39,5 % de la population active travaille dans l'industrie, 59,4 % dans le tertiaire.

Villeneuve-d'Ascq est donc surtout une ville d'employés, de petits cadres ou de cadres moyens.

D'où viennent les habitants de Villeneuve-d'Ascq ? Une bonne partie habitait déjà la commune. Au Triolo par exemple, près d'un habitant sur trois venait du quartier de la Résidence. Le reste vient de Lille, Roubaix, Tourcoing. Quant aux immigrés, ils représentent de 1 à 3 % de la population totale, sauf dans le vieux quartier de la Résidence, où ils atteignent 7 %.

Cinq mois après leur installation, en novembre 1972, les habitants du premier quartier neuf de Villeneuve d'Ascq, le Triolo, créaient une association de défense et mettaient en accusation l'Epale, qu'un habitant du Triolo définissait dans une affiche placardée sur sa fenêtre comme « Etablissement Pour Accumuler Les Erreurs ». Rares sont en effet les habitants de Villeneuve d'Ascq qui n'ont pas participé à une lutte ou signé une pétition, tant les augmentations de loyer sont importantes, tant les malversations et les aberrations dans les constructions sont nombreuses. Les promoteurs se sont jetés sur Villeneuve d'Ascq

et ont bâti le plus vite possible et aux moindres frais. Résultat : des infiltrations d'eau et des moisissures dans certains immeubles vieux de quelques années, des maisons neuves dont il a fallu refaire la toiture, les tapisseries et les peintures, quatre ans après l'achat, des logements équipés du tout-électrique avec une isolation déplorable, entraînant d'énormes dépenses d'électricité. Quant aux aberrations, elles crévent les yeux : une autoroute qui coupe la ville en deux, du nord au sud, et qui passe tout près des quartiers très peuplés ; un métro prévu pour passer sur viaduc aérien à dix mètres des fenêtres des immeubles, dans le quartier du Triolo ; un immeuble en béton défigurant le paysage tout près d'un vieux château. Autant de manifestations de mépris pour la population.

Certes, les luttes ont permis des améliorations, surtout depuis l'arrivée au pouvoir de la jeune municipalité de gauche, en 1977, qui tient la dragée haute à l'EPALE et appuie les revendications des habitants : un mur anti-bruit est en construction le long de l'autoroute près des quartiers les plus peuplés, le métro sera souterrain, sauf dans le quartier du Triolo, où une solution bâtarde — tranchée ouverte — a été trouvée.

Quant à l'îlot 3 de Fiers, à la suite de la mobilisation des habitants du quartier, qui ont occupé le chantier pendant deux jours et deux nuits, les travaux ont cessé depuis deux ans, et une procédure juridique a été engagée. En attendant, l'immeuble dresse toujours sa carcasse délabrée à deux pas du château. On vient d'apprendre récemment que sur demande du ministre de l'environnement et du cadre de vie, M. d'Ornano a donné raison aux promoteurs, et a autorisé la reprise des travaux. La municipalité, de son côté, a pris un arrêté de démolition. Les choses en sont là, mais les habitants du

quartier ne sont pas décidés à se laisser faire : une nouvelle pétition a déjà reçu 1 500 signatures.

Ces luttes ont ponctué la naissance de la ville nouvelle : elles ont familiarisé bien des habitants avec les problèmes d'urbanisme, le fonctionnement de la Justice etc. Elles ont contribué à créer une certaine solidarité entre les habitants de la ville nouvelle, et à animer la ville.

Surtout elles ont fait apparaître avec force la volonté des habitants d'avoir les moyens d'agir sur l'organisation de leur cadre de vie. Comme le souligne Jean-Michel Stiévenard, premier adjoint socialiste de la municipalité de Villeneuve d'Ascq : « L'absence de consultation des habitants a créé des aberrations, des non-sens, qui, aujourd'hui, coûtent cher à rattraper ».

Si l'on compare la réalité de ce qu'est Villeneuve-d'Ascq aujourd'hui avec les projets initiaux, on s'aperçoit que les objectifs sont loin d'être réalisés. Certes, la ville nouvelle a permis de loger 57 000 habitants dans des conditions supérieures à la moyenne départementale, malgré les nombreuses malversations. Mais la liaison université-recherche apparaît comme un mythe, la recherche est limitée à des bricoles. Quant à l'objectif de permettre aux habitants de travailler, habiter et se distraire sur place. Il est réalisé pour les distractions grâce à des équipements culturels nombreux et de qualité, ainsi que par d'importants espaces verts, mais pour le travail, c'est autre chose : il existe à Villeneuve-d'Ascq 16 000 emplois pour 57 000 habitants, c'est-à-dire environ un emploi par logement, comme prévu, mais une grande partie de ces 16 000 emplois ne sont pas occupés par logement, comme prévu, mais une grande partie de ces 16 000 emplois ne sont pas occupés par des habitants de Villeneuve-d'Ascq : un résident sur quatre y travaille, et la majorité des ville-

nevois sont obligés de se déplacer chaque jour à Lille, Roubaix ou Tourcoing. Villeneuve-d'Ascq n'a pas de tissu industriel : l'industrie n'y occupe que 1,8 % du territoire, et n'emploie que 4,39 % des salariés (contre 36 % à Roubaix, 32 % à Lille, 27 % à Tourcoing). Le secteur dominant est de loin le tertiaire.

C'est dans le domaine du développement économique et de l'emploi que se fait surtout sentir la crise, qui n'était pas prévue dans les projets euphoriques des années soixante : le nombre d'entreprises installées à Villeneuve-d'Ascq est beaucoup moins important que prévu, et certaines de celles qui existent connaissent comme ailleurs des difficultés. Quant aux perspectives, elles sont plutôt minces.

Ce qui explique le choix fait par la municipalité, en juin dernier, pour le plan de finition de la ville nouvelle prévue pour 1983. Restreindre les zones d'urbanisation prévues par le projet, de sorte que Villeneuve-d'Ascq n'aura que 61 000 habitants, au lieu des 100 000 initialement prévus ; finir les quartiers commencés, construire seulement 1 000 logements nouveaux au lieu des 2 500 prévus par l'EPALE, renoncer à urbaniser l'est et le sud-est de la ville pour aménager des espaces verts, et enfin rééquilibrer les anciens quartiers par des travaux de voirie, d'assainissement et de transport. Ce plan de finition, voté par la majorité du conseil municipal (20 contre 13) et la CUDL (Communauté urbaine de Lille) n'a pas encore reçu de réponse de l'Etat, mais a été désapprouvé par le PCF, qui a voté contre, accusant le Parti socialiste de prétendre résoudre le problème d'emploi par la baisse du nombre des logements.

Vit-on mieux à Villeneuve d'Ascq ?

Une première constatation s'impose : on retrouve à Villeneuve-d'Ascq tous les problèmes sociaux, toutes les manifestations du mal de vivre des grands ensembles. « Le taux de suicide, de dépressions, d'alcoolisme est sensiblement le même qu'ailleurs », nous dit la responsable des assistantes sociales de Villeneuve-d'Ascq, sans parler du chômage, pour lequel Villeneuve-d'Ascq se situe dans la moyenne régionale.

Quant à la délinquance, elle est surtout développée sous forme de petite délinquance : vols dans les magasins, vols de mobylettes, etc., dans les quartiers vieillissants, où les adolescents sont nombreux, comme dans le quartier de la Résidence. Dans les quartiers neufs, où les logements locatifs l'emportent et où la rotation des locataires est importante, elle est moins forte. Mais qu'en sera-t-il quand les enfants de ces quartiers, qui ont aujourd'hui entre un et six ans, auront atteint l'âge de l'adolescence ?

Si l'on est frappé du petit nombre de cafés à Villeneuve-

d'Ascq par rapport à ce qui est habituel dans la région, l'alcoolisme fait autant de ravages qu'ailleurs : si on ne boit pas au café, on boit chez soi. Il atteint surtout les jeunes et les femmes.

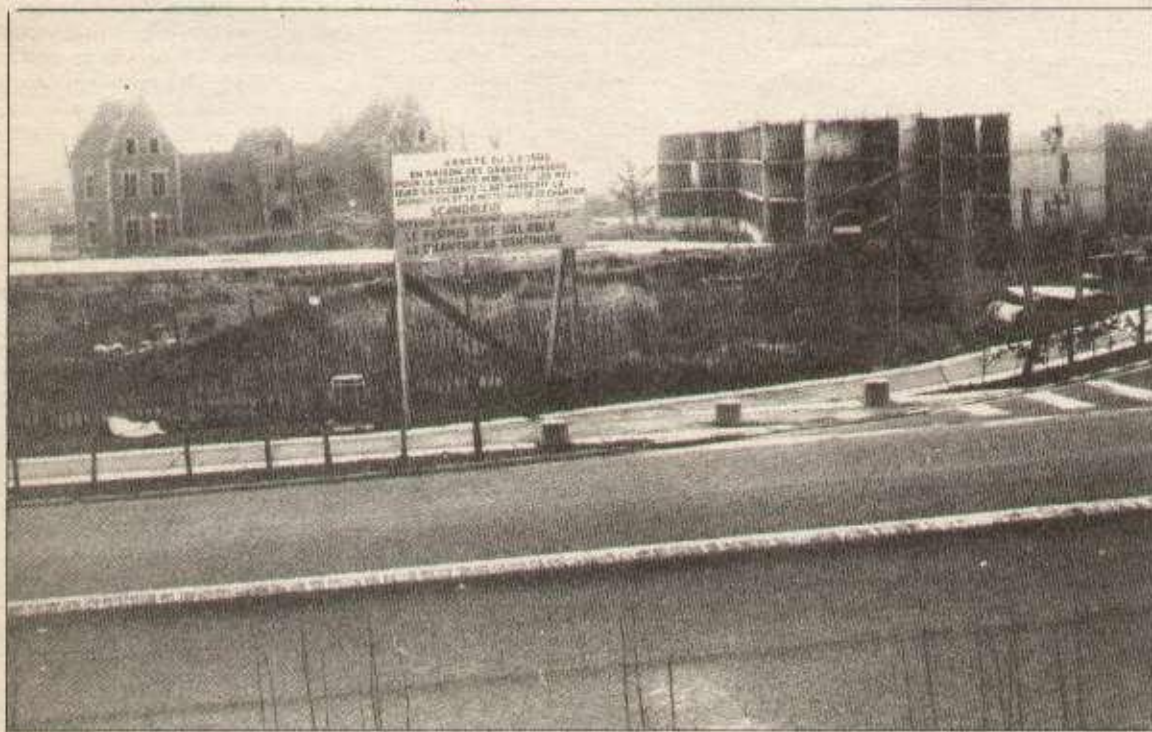
Un mal propre à Villeneuve-d'Ascq, c'est la mal de la « transplantation », qui atteint beaucoup de nouveaux habitants venus de Lille, de Roubaix ou des mines, et qui se trouvent brutalement coupés de leur milieu familial et affectif. Plus que par la déprime, ce mal se caractérise par le repli sur soi, et une grande part du travail des travailleurs sociaux consiste à aider les gens sortir de chez eux, et à utiliser les structures collectives mises à leur disposition. Travail toujours à recommencer, car la solidarité née au cours des luttes ou des mois de vie en commun est souvent rompue par les nombreux déménagements, surtout dans les logements locatifs neufs.

Le problème dominant à Villeneuve-d'Ascq n'est pourtant pas celui-là. Malgré les équipements collectifs importants (deux crèches, treize garderies périscolaires, des haltes-garderies nombreuses), il y a de grands problèmes de gardes d'enfants dans cette ville où plus de la moitié des femmes travaillent, et sont obligées de confier leurs enfants à des équipements collectifs de 6 h30 à 19 h.

Mais ce sont les problèmes économiques qui viennent au premier plan : les loyers sont chers (850 à 900 F par mois, sans les charges, pour un F4 par exemple). Les impôts locaux sont élevés, les besoins créés par le style d'habitat de la ville nouvelle sont plus grands qu'ailleurs, et beaucoup d'habitants n'arrivent plus à payer leur loyer, le gaz, l'électricité, et sont profondément endettés. D'où le nombre important de luttes contre l'augmentation des loyers (atteignant dans certains quartiers comme à Pont-de-Bois 50 % en deux ans et demi), le blocage des augmentations organisé encore aujourd'hui notamment par la CSCV, la lutte contre les coupures d'électricité et les saisies (sur les 255 logements du quartier Rameau-Offenbach et la Résidence, 1/4 ont des retards de loyer et 50 sont menacés d'expulsion). Un comité anti-expulsions s'est mis en place, et la CSCV vient de remporter une victoire pour empêcher les coupures de courant : après que des militants de la CSCV eurent eux-mêmes rétabli le courant dans un appartement où EDF l'avait coupé, ils ont obtenu gain de cause.

Cependant, Villeneuve-d'Ascq n'est pas une cité-dortoir : il existe incontestablement une animation de la ville et des services qu'on ne connaît pas ailleurs. On peut aller au centre commercial Auchamp-Villeneuve-II ou aux trois cinémas qui passent des films de très grande qualité, à l'espace « Roses des Vents », qui abrite le théâtre de la Planchette, organise des concerts et des ateliers pour adolescents et adultes, aux nombreux

L'îlot III de Fiers. On aperçoit dans la vue d'ensemble ci-dessus le château et tout près l'immeuble de béton dont la construction a été arrêtée il y a deux ans après occupation du chantier par la population du quartier. On aperçoit enfin, le panneau d'information apposé par la municipalité pour annoncer que D'Ornano et le Conseil d'Etat ont rétabli le permis de construire.



ses maisons de quartier où se tiennent régulièrement des réunions et différentes activités culturelles, dans les Locaux Collectifs Résidentiels (LCR), qui pullulent dans les nouveaux quartiers (dix dans le seul quartier de l'Hôtel de Ville). Ces LCR sont mis à la disposition des habitants des quartiers nouveaux, aussi bien pour organiser des fêtes ou réunions de famille, pour lesquelles un appartement serait trop petit que pour abriter les différentes associations de quartier, les bibliothèques, les ciné-clubs, les centres d'exposition etc. et servir de lieu de réunion. Prévu pour être gérés directement par les habitants du quartier, ces LCR ne le sont effectivement que dans les quartiers où les militants d'association sont nombreux et dynamiques. Ailleurs, on a fait appel à des animateurs, payés à 90 % par la caisse d'Allocations familiales, mais avec la multiplication des LCR, celle-ci menace de retirer son financement.

Quant aux enfants, ils ont la chance d'avoir à leur disposition une bibliothèque gratuite, une ludothèque où, pour 20 F de cotisation par an et 1 F à 3,50 F par jouet, on peut emprunter un grand choix de jouets. Ils se voient également offrir un éventail de distractions assez exceptionnel (40 % du budget municipal est consacré à l'enfance). Enfin, si l'on veut se détendre et se promener dans la nature, on a le choix entre le grand parc de la Marque, au milieu de la ville et



Villeneuve-d'Ascq : une ville en chantier.

la zone du Lac du Héron, qu'on est en train d'aménager en zone nature.

L'animation de la ville, on la doit d'une part aux 370 associations qui y interviennent, d'autre part à l'équipe municipale, qui, depuis son installation à la mairie, en 1977, sur une liste d'union de la gauche (20 PS et apparentés, 13 PCF), a pris pour devise de « mettre la ville en discussion ». Bien que dirigée par le même parti, le PS, la gestion municipale de Villeneuve-d'Ascq tranche avec celle des vieilles municipalités socialistes, du pays minier par exemple. A Villeneuve-d'Ascq, c'est un parti socialiste jeune et dynamique (rocardien) dont il faut reconnaître qu'il fait un réel effort pour instaurer une démocratie municipale : un bulletin municipal est

distribué chaque mois chez tous les habitants, avec au moins deux pages réservées à la tribune libre des associations de la ville. La municipalité met à la disposition des associations ses services d'imprimerie et de photocopie, et ne leur fait payer que le papier.

Plusieurs formules ont été inventées pour associer la population aux décisions : cela a été d'abord les commissions extra-municipales de quartier, puis les chartes d'aménagement concerté, qui ont permis pendant un an, en 1978, de discuter avec la population des projets d'aménagement pour la poursuite de la ville nouvelle, après distribution, dans tous les locaux publics de volumineux dossiers, assez ardue, et l'organisation de plus de 60 réunions. Récemment encore, une enquête a été menée dans le

quartier du Pont-de-Bois, pour l'utilisation des subventions récemment attribuées pour la finition du quartier : cette enquête a été menée d'une part par les animateurs et les usagers des LCR, d'autre part par un groupe de résidents et d'élèves architectes de l'Université, chargés de faire des propositions.

Tirant les leçons du passé, la municipalité informe la population, par l'intermédiaire des associations, de ses projets et de toutes les demandes de permis de construire. S'il y a contestation, elle se rend sur place, organise des réunions en mettant les protagonistes en présence. Pourtant, il ne faudrait pas croire que l'ensemble de la population de Villeneuve-d'Ascq participe effectivement. Si le bulletin municipal a un large succès, si les

enquêtes de quartier obtiennent un certain écho, la participation aux discussions et aux réunions reste le plus souvent le fait des militants. « C'est toujours les mêmes qu'on rencontre partout », constatent unanimement les militants de la CSCV et les responsables des travailleurs sociaux.

Alors, fait-il bon vivre à Villeneuve-d'Ascq ? C'est plutôt mieux qu'ailleurs, semble-t-il. Mais la réponse dépend du quartier et du milieu social dans lequel on vit : pour cette habitante du vieux bourg d'Ascq, à part l'augmentation des impôts locaux, la ville nouvelle ne lui a rien apporté. S'ils se plaignent des malfaçons et des travaux qui durent depuis dix ans dans la ville, ainsi que de certains manques (postes, bureaux de tabac, etc.), la plus grande partie des habitants des quartiers apprécie les équipements sociaux et culturels et les espaces verts dont ils peuvent disposer. Mais comme le dit ce militant de la CSCV, « il y a beaucoup de choses intéressantes dont on n'a pas le temps de se servir. Quand ils rentrent chez eux, le soir, après le travail et les déplacements, avec les soucis de loyers, etc., les gens sont trop fatigués ou angoissés pour venir aux réunions ou aller aux spectacles de la Rose des Vents. On peut faire toutes les villes nouvelles qu'on veut, si on ne change pas les conditions de travail et de vie, ce sera la même chose qu'ailleurs ».

syndicats

BILLANCOURT : LE DEPIT DU PCF

Les débrayages dans la grande usine de Billancourt sont chose courante. Il ne se passe guère de semaine sans qu'un atelier s'arrête pour défendre ses revendications. Pourtant, celui qui s'est produit le 13 février a eu un retentissement considérable, non seulement dans toute l'usine, mais bien plus largement dans tout le pays.

C'EST au 5^e étage du département 74 que travaillent environ 80 ouvriers en très large majorité immigrés, à l'atelier de peinture. Parmi eux, beaucoup de Marocains. « Dans les grèves, dit un militant CFDT, ils sont toujours dans les premiers ».

Jeudi 12 dans l'après-midi, ça discutait ferme à l'atelier de peinture 74. Au centre des discussions, l'affaire de Montigny-lès-Cormeilles. Des ouvriers proposent de « faire quelque chose ». C'est le lendemain que cette proposition se concrétise. Une assemblée générale se tient

où tous les ouvriers participent. Un délégué CFDT et un CGT y prennent la parole. Une grève d'une heure est décidée avec défilé dans les ateliers. Un petit cortège d'une soixantaine d'ouvriers va alors parcourir les étages du 74 en scandant « Non à la politique raciste du PCF ». On imagine l'impact d'une telle action. Billancourt, le temple, la forteresse, le mythe. Même si l'implantation et l'influence du PCF ont largement décliné au fil des années, Billancourt reste quand même un symbole, une référence. Que des ouvriers, même en nombre limité, même pour une action limitée, fassent

grève et manifestent contre le PCF est loin d'être anodin.

Celui-ci l'a bien compris qui a déclenché une virulente campagne contre la CFDT accusée d'avoir manigancé une « opération anticommuniste » avec la CFT.

Suivant l'idée douteuse selon laquelle « plus c'est gros, plus ça passe », L'Humanité ne craint pas d'affirmer qu'il n'y avait que 36 grévistes dans l'atelier et que la CFT obtient 35 voix aux élections. Or, premièrement, la quasi-totalité des 80 ouvriers a participé au débrayage ; deuxièmement, il est faux de vouloir faire croire que chez Renault-Billancourt, la moitié d'un atelier pourrait voter pour la CFT. Surtout quand on connaît les scores ridiculement faibles réalisés par le SIR (Syndicat Indépendant Renault, affilié à la CSL, ex-CFT).

Toute la semaine, pratiquement dans tous les ateliers de Billancourt, l'action des ouvriers de la peinture a alimenté les

conversations ; mais aussi ses motivations, les raisons qui l'ont déclenchée.

Divergences dans la CGT

Pour la CFDT, les choses sont claires. Elle soutient sans réserve les travailleurs du secteur peinture.

La CGT, pour sa part s'est trouvée très ennuyée par cette affaire. Tout le monde bien sûr a remarqué l'absence de position officielle du syndicat pendant plusieurs jours et ce, malgré les nombreuses sollicitations. Des cégétistes ont effectivement participé à l'action puisque dans le secteur il y a bien une douzaine de syndiqués CGT. Quant à la prise de parole du délégué marocain CGT, pendant l'assemblée générale, même si les témoignages sont peu précis sur son contenu, il est établi qu'il ne s'est pas opposé à l'action de ses camarades.

Ce n'est que le 20 février, sept jours plus tard, que le syndicat CGT parle officiellement de l'affaire. On note avec intérêt qu'il ne reprend pas à son compte la version PCF de la collusion CFDT-CFT. Dans un communiqué où sont amalgamées les attaques contre la presse, contre Giscard, la drogue, la violence, la délinquance, quelques lignes sont consacrées à l'action des peintres. Eux-mêmes ne sont pas dénoncés, c'est la presse qui est coupable d'en avoir parlé et ce faisant d'avoir participé à la « machination contre notre syndicat ».

Cette manière de procéder traduit l'embarras évident de la direction CGT. Les travailleurs immigrés sont très nombreux à Billancourt aussi. La grève à la peinture n'est sans doute que la partie la plus visible du mécontentement profond provoqué parmi les travailleurs, les syndiqués, les militants, par le comportement actuel du PCF.

G. P.

Cette rubrique est destinée à recevoir les points de vue et les contributions, concernant les nouvelles orientations du Parti. Ce sont des camarades qui s'y expriment et non encore le Parti lui-même, dont le IV^e Congrès délimitera le contenu exact de ces nouvelles orientations. C'est donc dans ce cadre que nous poursuivons la publication d'une série d'articles de Max Cluzot.

I- La définition marxiste-léniniste (5)

RÉDEFINIR le rapport au marxisme-léninisme aujourd'hui s'impose et, on s'en rend compte, cette redéfinition est complexe. Pour nous, communistes révolutionnaires, qui avons des années durant fonctionné sur une certaine définition du marxisme-léninisme, le moment est venu de faire le point sur les aspects positifs et négatifs de cette définition, en sachant bien d'ailleurs que ce n'est pas ici et maintenant que le processus commence, mais que déjà, au fil des ans, des ajustements ont été effectués, qui nous conduisent à aller un peu plus loin.

Cette redéfinition est rendue possible par l'accumulation d'une expérience d'une dizaine d'années dans la mise en pratique des principes marxistes-léninistes, expérience constamment menée avec le souci de les appliquer au service d'une transformation révolutionnaire de la société dans laquelle nous vivons et au contact étroit des luttes ouvrières et populaires. Possible également, parce que le statut des exemples les plus avancées, des exemples d'édification socialiste en Chine et en Albanie comme des exemples de lutte de libération nationale a profondément changé, et cela depuis 1975-1976. La mort des principaux dirigeants communistes chinois, la polémique sino-albanaise, ce qu'il en est advenu du Vietnam et du Cambodge libérés, voilà qui a marqué de profonds changements dans la représentation d'un camp de la révolution en marche dans le monde entier, auquel nous pouvions nous intégrer et qui nous fournissait en même temps qu'un puissant encouragement à la lutte, matière à anticipation stratégique et garantie de validité des référents théoriques dont il était porteur.

Ainsi la destruction du camp révolutionnaire à l'échelle mondiale, et la nécessité de sa reconstitution d'une part, la vérification des dogmes dans la pratique concrète de la lutte révolutionnaire en France d'autre part constituent les bases à partir desquelles peut être redéfini notre rapport au marxisme-léninisme.

S'agirait-il, ce faisant, d'une crise ? Le mot est à la mode. Crise de référence, crise dans la pratique et l'identité révolutionnaire. L'hypothèse mérite d'être soumise. En fin de compte et de manière feutrée, le PCR subirait le lot commun de ce qu'on appelle sans trop de rigueur l'extrême-gauche, voire ce que les organisations de la gauche classique ont en partage dans l'après 68 et avec la défaite électorale de 1978, une vaste remise en question des choix politiques effectués, de la base programmatique, du militan-

tisme et de la définition de l'organisation elle-même. Et il est vrai que, depuis que sont discutées dans le parti les nouvelles orientations — le mot nouveau n'est-il pas à lui seul un symptôme ? — depuis que quelques initiatives concrètes d'une certaine ampleur commencent à les sanctionner, la question vient, intéressée ou pas, le PCR ne connaîtrait-il pas à son tour et bien logiquement sa crise ? N'en viendrait-il pas à brûler ce qu'il a adoré, à se fondre à son tour dans une intéressante indétermination, à ranger au rayon des accessoires désuets les utopies révolutionnaires qu'il a clamées haut et fort dans une belle, mais naïve ingéniosité dépassée ? Ne serait-il pas, comme tout un chacun, conduit à rejoindre ce no man's land, où errent, dans une aimable indétermination entre un réformisme, souple, intelligent et multiforme et les âmes mortes de la révolution démythifiée, ceux qui ne savent plus quel parti prendre, ceux qui ne croient plus au tumulte de la lutte des classes et du croiseur *Aurore*, ceux qui veulent encore mais ne savent plus faire leur propre libération ?

Eh bien, si c'est ainsi que l'on entend le terme de crise, si c'est de la sorte que l'on comprend, de l'extérieur, les nouvelles orientations du parti, on fait franchement fausse route. Car là encore, il faut sortir de stéréotypes, il faut parvenir à s'imaginer qu'il existe, fût-elle fragile et difficile, une autre voie que celle de l'unilatéralité simpliste. Pourquoi ne pourrait-on à la fois, oui, à la fois rejeter ce qu'il y a d'inadéquat, de dépassé, d'erroné dans une référence révolutionnaire qui a inspiré et modelé l'histoire de ce siècle et conserver, développer, enrichir, ce qui en a fait l'essence révolutionnaire ? Une conviction profonde nous habite : si caducs soient certains préceptes qui ont pu, un temps, nous sembler vérifiables, si graves aient pu être les erreurs que les communistes ont commises en croyant aller de l'avant, si étendues soient les carences de leur propre théorie, dans son état actuel, il n'en reste pas moins que c'est cette théorie-là qui est libératrice, que c'est dans cette tradition de mise en œuvre du marxisme-léninisme que l'on est allé le plus loin dans la lutte contre la bourgeoisie et l'impérialisme et que l'on a commencé à remettre en cause ce qui, dans le mouvement lui-même, signifierait régression, stagnation, assimilation et copie de la bourgeoisie : le révisionnisme. C'est dans ce champ-là et non ailleurs qu'existe une potentialité révolutionnaire. Rejeter la tradition communiste en n'y repérant que les erreurs, les aspects odieux,

les simplifications absurdes, c'est se livrer pieds et poings liés à la passivité face à la domination bourgeoise, c'est se refuser au combat pour ne livrer que quelques escarmouches.

Entendons-nous, il ne s'agit nullement, il s'agit moins que jamais, sous couvert de bilan globalement positif de cette tradition, d'en avaliser les aspects négatifs, de les reconnaître pour n'en tenir aucun compte. Il est même tout à fait certain que la critique approfondie de ces insuffisances, lacunes et erreurs est une condition indispensable de réhabilitation d'un marxisme qui n'apparaît plus aujourd'hui pour ce qu'il est : le fondement théorique de la démarche révolutionnaire. Toute relativisation de ces aspects négatifs, toute paresse à les soupeser, toute indétermination à les remettre en cause est dangereuse, car elle renforce le courant idéologique dominant de démarxisation. De même, l'attitude consistant à contourner ces difficultés, à en repousser l'examen aux calendes grecques, sous prétextes d'urgence et de priorité de la lutte économique de la classe ouvrière ne fait pas avancer, mais au contraire renforce le préjugé, trop souvent confirmé, d'un gauchisme aveugle et analphabète, ou pire, mou et complaisant. On ne peut s'imaginer le tort porté au marxisme par cette attitude inconsciente qui acquiesce aux erreurs et aux insuffisances de la tradition communiste mais n'en dit mot ou tente de les justifier historiquement.

Notre référence au marxisme-léninisme, quant à elle, est à la fois la reconnaissance et l'insertion dans une tradition, et la critique sans complaisance aucune de ce qu'il y a de négatif dans cette tradition. Pour une raison évidente qui est que c'est seulement, ou si l'on préfère principalement, à travers cette tradition, qu'on a expérimenté les principes marxistes-léninistes, qu'en deviennent apparentes les déformations, que peut s'en organiser la critique. C'est à la lumière des avancées, mais tout autant des reculs ou des stagnations sanctionnés par la vie, que l'on peut reprendre le développement de la réflexion marxiste. Aussi, la tradition du mouvement ouvrier et du mouvement communiste est bien un référent obligé à qui ne veut pas, un peu légèrement courir le risque d'en reproduire les erreurs. Tout n'est pas contenu, loin de là, dans les textes. Reprendre, comme si de rien n'était, la lecture et l'interprétation de Marx ou Lénine, n'a pas de sens alors que des dizaines d'années de pratique ont apporté leurs lumières

sur ce dont il est précisément question : la fusion du marxisme-léninisme et du mouvement ouvrier.

Cela ne signifie nullement, surtout avec l'accentuation des déviations et des erreurs au sein de la tradition communiste, qu'à côté d'elle, et parfois même en lutte avec elle, des conceptions et des pratiques révolutionnaires n'aient pu voir le jour. Mais cette réalité n'est pas en mesure de contredire sur le fond, le fait que cette tradition occupe une place centrale dans l'histoire de la lutte de classe depuis l'apparition du mouvement ouvrier.

En se situant de manière critique, dans le prolongement de cette tradition, en s'étant efforcé, depuis une dizaine d'années, de vérifier dans la pratique, les préceptes et les dogmes du marxisme-léninisme dans ses développements les plus avancés formulés par Mao Zedong, notre Parti entend contribuer aujourd'hui au renouvellement de la réflexion marxiste-léniniste. Y a-t-il une contradiction manifeste entre cette prétention et le fait d'avoir justement propagé et vérifié ces dogmes ? Nous ne le croyons pas. Bien au contraire, il nous semble qu'on ne peut, pour entreprendre cette tâche de renouvellement, faire l'économie, si lourde et complexe soit-elle de l'expérimentation historique, expérimentation directe par notre propre pratique, expérimentation indirecte par l'étude soignée et critique de la tradition qui nous sert de référent.

Aussi, redéfinir notre rapport au marxisme-léninisme fixe trois directions de travail :

- délimiter ce qui en fonction des exigences de notre propre révolution reste éclairant et fertile dans la tradition marxiste-léniniste.

- recenser ce qui doit être rejeté et critiquer et la portée des critiques formulées contre les déviations ou développements négatifs du marxisme.

- produire l'analyse des réalités qui n'ont pas fait jusque là l'objet de la théorie marxiste.

Sur ce dernier point, nous ne sommes évidemment pas seul, et c'est bien là l'effet de ce que l'on pourrait entendre positivement cette fois par crise du marxisme, c'est-à-dire prise en compte de ses limites et efforts pour les dépasser ; on assiste en effet, de plusieurs côtés, à une volonté de « faire travailler le marxisme », dans l'étude de la formation sociale française, et il s'agira pour nous, tout en contribuant à donner à cet effort une direction révolutionnaire, de participer pleinement de cette réflexion.

(à suivre)

Max CLUZOT

Brice Lalonde « Sur la vague verte »

UN PROGRAMME EN DOUCEUR

Brice Lalonde, candidat du mouvement écologiste aux élections présidentielles, vient d'écrire un livre au nom qui berce *Sur la vague verte*. Un livre qu'il veut personnel, et dont les chapitres ont des titres qui vont dans ce sens : « *L'école buissonnière à mi-temps* », « *Ma mère connaît les oiseaux et les plantes par leur nom* », « *J'aime les femmes* ». Mais en même temps un livre programme, qui passerait en douceur, si on se laissait porter ... par la vague.

Par Monique CHERAN

« *J* E suppose qu'on peut utiliser ce livre contre moi. Tant pis. Le jeu politique a changé. Au tour des autres maintenant », écrit Brice Lalonde en guise de postface.

Facile d'ironiser

Sans doute, il n'est pas difficile d'ironiser sur l'espèce d'enfance dorée qu'il a connue, au milieu des animaux, de la nature, dans la chaude affection de sa mère, de ses sœurs, des femmes. Sans doute, certains pourront-ils se gausser de l'entendre dire « *nous sommes les premiers hommes touchés par le féminisme* ». Certains ricaneront peut-être de l'amour qu'il affiche pour la nature, ou de ses vélos, ou de son accoutrement. Ou de ses expériences de travail à l'usine, où il est allé travailler quelques mois, après mai 68, pour voir si c'est bien comme on dit...

Une certaine moralisation de la vie politique

Toujours est-il que la démarche qu'il retrace n'a effectivement pas pour but de favoriser un personnage politique comme on a l'habitude d'en voir au *Grand Débat* et ailleurs. Et c'est tant mieux. En ce sens, la prestation de Brice Lalonde, comme son passage à l'émission citée plus haut, tranchent nettement, tout simplement parce

qu'ils participent à une certaine moralisation du débat politique aujourd'hui, et c'est une bonne chose. « *Je veux jouer mon rôle, non me plier à une mise en scène. Je n'accepte pas d'être enfermé dans une image qui m'est étrangère. Les uns m'adressent une parole déférente qu'après s'être enquis discrètement du titre qu'ils doivent me donner. Les autres voudraient tant parler au Petit Prince qu'ils ne voient pas ma calvitie ni mes cernes. Alors, j'ai voulu dire qui je suis. Par mesure de salubrité publique. Je salue ma personne, j'évite à mon mouvement un leader de confection. Bref, je joue la personne contre la personnalisation* ». Que chacun aille donc y voir lui-même...

Pas de retour à l'homme des bois

Ce livre est aussi, disions-nous un « programme », une définition de l'écologie, un survol de son histoire et la présentation de sa « stratégie ». Bien des critiques sommaires voire de mauvaise foi, qui donnent les écologistes pour des défenseurs de la bougie contre le nucléaire, ou du retour à l'homme des bois, trouvent un sort dans ce livre. Robotique, télématique, électronique... toutes ces techniques sont présentées comme porteuses éventuelles de mieux être, de mieux vivre, à certaines conditions. De même, il n'est pas question, pour les écologistes, de raser les villes et d'aller en construire d'autres à la campa-

gne... Toutes ces images d'Épinal de l'Écologie vue par ses détracteurs sont bien mises à mal.

Le doigt sur le ras-le-bol

Alors, si, comme on dit, les choses sont plus compliquées, que penser des propositions contenues dans ce livre ? On peut dire que, sur bien des points, les écologistes ont mis le doigt sur le ras-le-bol des gens, dans le domaine de la vie quotidienne aussi bien que de la vie politique. Gâchis des transports, des matières premières, société de consommation qui mutilé plus qu'elle n'enrichit la vie, décisions qui sont prises hors de nous, contre nous. Et du côté des grands partis politiques, beaucoup de promesses, mais guère plus de place pour notre initiative, pour notre prise en mains de notre vie. Indéniablement, c'est là un des éléments-force du mouvement écologiste, à l'origine des « vagues » qui l'ont porté.

Aujourd'hui et demain

En l'absence de perspectives mobilisatrices de la part des partis traditionnels, les écologistes ont trouvé un terrain relativement favorable à des thèses comme celle-ci, développée une fois de plus par Brice Lalonde : « *Les écologistes se méfient des utopies décrivant des sociétés parfaites. Ils n'ont pas la prétention des panacées politiques. Ils doutent des grands desseins stratégiques, préfèrent mettre en œuvre des moyens multiples* ». Et c'est là toute la volonté de faire comme si la société écologique existait déjà, à partir du moment où les gens accepteraient de transformer leur mentalité, d'avoir une autre relation avec la nature, avec le travail, avec les autres. « *L'écologie est une manière de vivre autant qu'un mouvement politique. Ce qui fait sa force est qu'elle commence parfois par un engagement physique : se soigner avec discernement, manger mieux, se servir*



« *L'ordinateur et le jardin potager, ma rue et ma planète, l'amour et la politique, je suis preneur!* »

Moi aussi... mais...?

de son corps (...) C'est pourquoi, au fond, l'écologisme est avant tout la mise en route directe, sans attendre, de nouvelles formes de vie. Pour qui sait voir, elles fleurissent déjà », dit Brice Lalonde.

A mi-chemin

Là encore, on ne peut se contenter de ricaner sur une démarche qu'on pourrait qualifier de morale, d'idéaliste, même si au fond c'est bien le cas. On ne peut rétorquer : « *Tant que le socialisme ne sera pas là, on ne peut que se soigner mal, manger mal, être mal dans sa peau, alors attendons* ».

Une « *nouvelle culture* », porteuse des aspirations à une société différente, doit effectivement se développer dès avant le changement de systèmes envisagé, et cela est vrai pour tous les systèmes. Il serait donc rapide de tirer un trait sur cet aspect du programme écologiste. Cela dit, cette « *nouvelle culture* » doit être en relation avec cette étape que constitue le changement de système, et avec les moyens mis en œuvre pour y arriver. Là-dessus, les propositions de Brice Lalonde sont très légères, et manquent du moindre réalisme. Il a beau dire que toute ce que nous voulons changer, les « technocrates » au pouvoir ne nous le donneront pas d'eux-mêmes, on se demande quand même comment on arrivera à la

description de l'Etat telle que Brice Lalonde nous la livre : « *Ainsi l'Etat aurait essentiellement une mission de coordination et d'arbitrage. Il ferait respecter les règles du jeu. Il dresserait des comptes. Il n'incarnerait ni ne dirigerait un projet pour la société. Sa mission de souveraineté serait limitée par des prérogatives locales, régionales, européennes, mondiales...* » comment un tel Etat, « *dépolitisé* », sans pouvoir, nous viendra-t-il ? Mystère.

On pourrait dire, toujours un peu rapidement, que les écologistes ont là une représentation de l'Etat fort proche de celle que la bourgeoisie elle-même met en avant : au dessus des classes, pour régler harmonieusement ces contradictions. Ce serait sans doute pendre trop au sérieux le sommet de l'échafaudage écologiste, qui est là probablement davantage pour faire bonne mesure, dans un programme politique qui se veut complet, que pour avancer des propositions bien réfléchies. C'est là certainement l'explication du nombre considérable des « *il faut* », « *il faudrait* », « *je veux* », qui ponctuent le livre de Brice Lalonde : un décalage immense entre mille propositions concrètes intéressantes, une démarche qui vise effectivement à ce que les gens se réapproprient leur vie et la politique, et le creux de la stratégie.

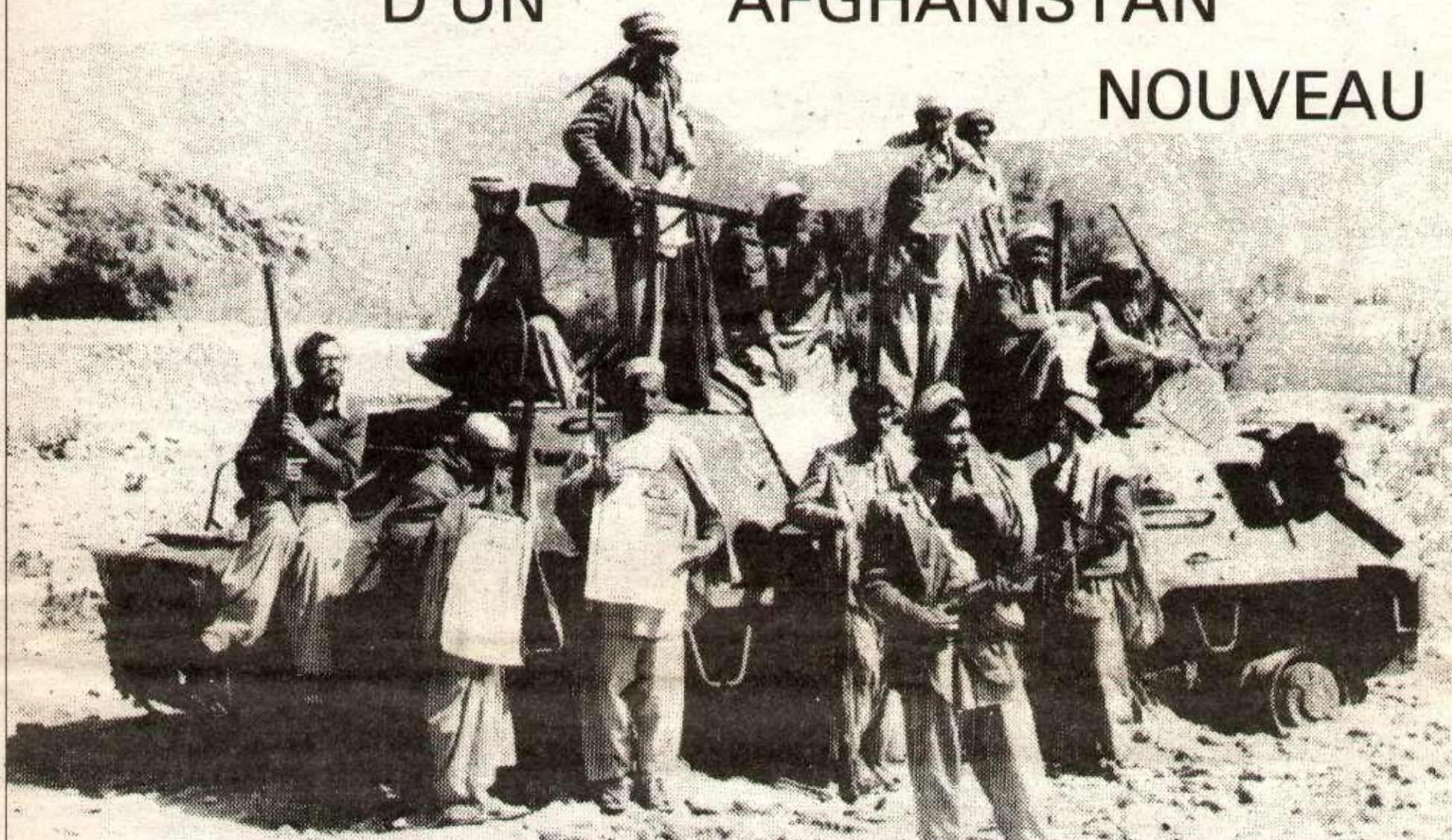
Brice Lalonde
« *Sur la vague verte* »
Editions Robert Laffont

LA NAISSANCE

D'UN

AFGHANISTAN

NOUVEAU



Des résistants afghans ont capturé un char soviétique.

Dans le numéro précédent de PLS, Mike Barry nous présentait divers aspects de la résistance passive opposée par les populations afghanes aux envahisseurs soviétiques : aujourd'hui, disait-il, la société afghane est comme une poignée de sable, ce qui freine l'appareil de guerre soviétique. Il dénonçait vigoureusement les pratiques de cette armée contre les populations, bombes incendiaires, bombes anti-personnel.

Aujourd'hui, il nous parle des orientations de la Résistance, à partir de l'exemple d'une région, le Nouristan. Une résistance exemplaire, en effet, tant dans son organisation que dans l'esprit nouveau qui l'anime.

Propos recueillis par Julien ESTEVE

► Pouvez-vous nous expliquer pourquoi, à votre avis, le Nouristan a une telle valeur d'exemple pour la Résistance afghane ?

Le Nouristan a une valeur d'exemple pour la résistance tout d'abord, parce que ses habitants ont été les premiers à chasser les troupes gouvernementales de la région, dès l'été 1978. Et ce, à

moment où leur société traditionnelle n'avait pas encore été entamée trop profondément.

A l'heure actuelle, un aspect intéressant de la société tribale afghane est en train de prendre une nouvelle forme, dans le cadre de l'effondrement des structures nationales. C'est un caractère que les ethnologues connaissent sous le nom de potlatch, autrement dit « redistribution des

richesses ». Il est certain que les chefs afghans, traditionnellement, rivalisent d'influence, pour savoir à qui donnera le banquet le plus somptueux, qui donnera le plus à manger au plus grand nombre de convives. Au Nouristan, cette tradition était encore plus poussée, parce que cette région conservait encore les traits d'une société pré-musulmane, ses habitants n'ayant été islamisés qu'en 1897.

Bien sûr, cette tradition du potlatch se perdait sous le gouvernement royal, puisque ce gouvernement, très centralisateur, était en train de transformer tous ces hoberaux locaux en courroies de transmission du gouvernement. Il leur donnait donc des pouvoirs beaucoup plus étendus, et asséait leur influence sur d'autres bases. Mais avec la disparition du gouvernement central en Afghanistan, ces traditions réapparaissent, tant à l'intérieur du pays qu'à l'extérieur.

Elles comportent des désavantages : ainsi, tous ces chefs de partis qui se trouvent aujourd'hui à Peshawar, au Pakistan, sont en

fait animés d'une mentalité de potlatch. « A partir du moment où tu manges à mon râtelier, tu deviens mon serviteur. Tu viens prendre des munitions chez moi, tu manges à ma table, donc je suis ton chef, je suis ton khan, par que je suis celui qui te donne, non pas qui prend, mais qui donne ». Il est très difficile, pour ces gens de la résistance extérieure, de comprendre que ce n'est pas forcément parce qu'on donne qu'on devient le chef.

Utiliser les traditions d'une façon intelligente

Le côté positif, le côté actif, de cette tradition, c'est que dans différentes vallées, celui qui devient le chef naturel, c'est celui qui appartient à une famille qui aura fait le maximum pour redistribuer à toute la population les moyens pour résister. Or si le Nouristan a été exemplaire, c'est qu'il a su utiliser ces traditions de

la façon la plus intelligente et la plus efficace.

D'une part, par une utilisation extrêmement subtile de l'aide pakistanaise aux réfugiés, dont le Nouristan bénéficie puisqu'il est situé sur la frontière même. Donc, à un moment ou à un autre, toute la population nouristanie peut jouir du statut de réfugié, tout en revenant sur son propre territoire. Il y avait donc là une petite somme d'argent qui était insuffisante si l'on avait eu affaire à un régime de corruption — à ce moment là elle n'aurait pas été redistribuée — mais qui, grâce au respect tatillon du règlement par la nouvelle administration nouristanie, a été redistribuée d'une façon efficace. Il y a eu la création de cette caisse nationale.

C'est cette famille qui a été reconnue

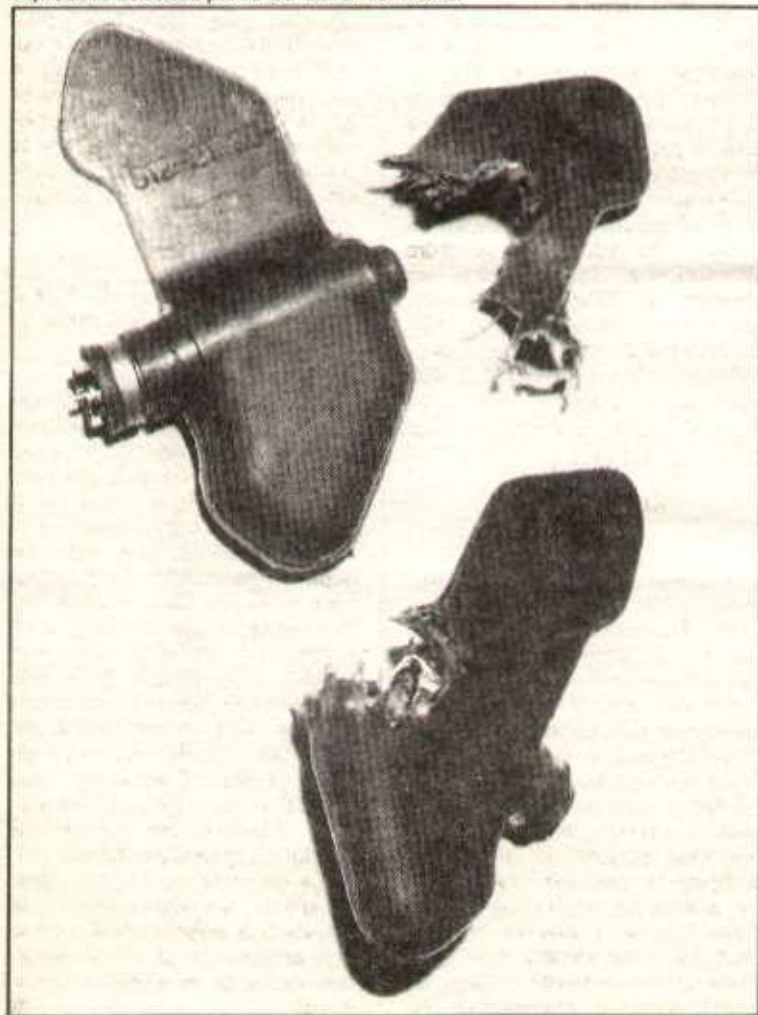
Comme la famille d'Anwar Amin dit Anwar Khan, le commandant du Nouristan, a dépensé la totalité

de ses biens pour la Résistance, c'est cette famille qui a été reconnue comme celle qui devait la conduire. Des habitudes de potlatch continuent aujourd'hui. Quand on voit des gens de la famille d'Anwar Khan arriver avec des sacs de blé ou de médicaments qu'ils ont pu récupérer, ils les donnent, en disant : « Voilà ce que nous, nous pouvons vous donner ». Et il y a donc une émulation de générosité.

Plus difficile qu'ailleurs

Cependant, cet esprit de discipline, toutes les vallées de l'Afghanistan ne l'ont pas tout de suite trouvé, pour plusieurs raisons. La première, la plus évidente, c'est qu'elles étaient situées beaucoup plus loin de la frontière pakistanaise. Et donc, rassembler et distribuer par une Caisse nationale les allocations pour réfugiés n'était pas forcément aussi facile dans le Hazarajat qu'au Nouristan. Il manquait donc déjà cet apport d'argent extérieur, la discipline devait être beaucoup plus solide, l'esprit de sacrifice encore plus grand. Il était beaucoup plus facile d'envoyer une délégation auprès d'un parti à Peshawar, pour demander une aide matérielle. Mais à partir du moment où on demandait une aide matérielle, on s'inféodait au parti qui la fournissait. Et la division des six partis à Peshawar, malheureusement, n'est pas sans prolongements à l'intérieur du pays, parce que certaines vallées étaient obligées de demander une aide matérielle à ces partis, animés, eux, par un esprit de potlatch que je dirais négatif.

Des mines soviétiques anti-personnel : de la couleur du paysage, elles explosent sous les pieds ou dans les mains.



Le Nouristan a proposé son alliance à d'autres régions. Sur quelles bases ?

Pour contrecarrer cette division grandissante, les Nouristanis ont proposé à différentes provinces afghanes de s'organiser comme ils l'avaient fait eux-mêmes. Plus les Nouristanis deviennent connus, plus ils reçoivent d'aide, plus ils seront en mesure de fournir l'aide dont ont besoin les autres résistants qui s'allieraient à eux.

Offrir son alliance, pas sa suzeraineté

Mais là où le Nouristan a fait preuve d'une grande originalité, c'est qu'en offrant son alliance, il n'exigeait pas sa suzeraineté. Autant un parti islamique à Peshawar exige que celui qui vient s'allier avec lui obéisse, prenne un rang inférieur, autant le Nouristan a échappé à ce piège. En proposant une alliance au Hazarajat, le Nouristan a dit clairement : « Vous, les Hazaras, vous êtes chez vous, vous êtes autonomes, vous avez vos structures, vous avez votre chef, et nous nous allions. Ce n'est pas moi, le Nouristani, qui vous dis à vous ce que vous devez faire ». Le Nouristan a trouvé une formule permettant un regroupement de forces régionales sans exiger la domination de l'un par l'autre.

C'est le premier trait de génie du Nouristan, que d'avoir offert l'alliance de son peuple, un tout petit peuple, aux Hazaras qui sont une des ethnies les plus importantes de l'Afghanistan. Cela a créé la résistance intérieure parce que le Hazarajat d'une part, c'est le cœur même de l'Afghanistan, et

d'autre part, c'est à peu près le sixième de la population de Kaboul.

Nouristanis, Hazaras, et maintenant des Patchouns

A présent cette alliance intérieure s'est étendue aux Patchouns du Kunar. Les Patchouns sont l'ethnie dont les membres sont les plus nombreux. A partir du moment où des Patchouns sont allés jusqu'à reconnaître Anwar Amin comme commandant militaire non seulement du Nouristan, mais aussi du Kunar, cette alliance est devenue très importante. Mais tout ce que Anwar peut proposer, c'est aux gens du Kunar et du Hazarajat de s'organiser pour le faire, comme les Nouristanis l'ont fait eux-mêmes. C'est donc quelque chose de plus difficile au départ que d'aller manger au râtelier d'un parti de Peshawar qui reçoit de l'argent séoudite ou conservateur pakistanais.

La naissance d'un Afghanistan plus intelligent

En fait, il y a un nouvel Afghanistan qui s'est créé de fait. Pendant deux siècles d'existence étatique, l'Afghanistan c'était une mosaïque de régions, d'ethnies, mais avec une superstructure gouvernementale qui imposait à la population une aristocratie patchoune. Or cette aristocratie patchoune a été atrocement liquidée, ce qui a amené les régions à retrouver leur autonomie ethnique. Ce n'est pas bien sûr un retour pur et simple aux conditions du dix-huitième siècle, puisque la guerre moderne tombe sur la tête de ces gens et les oblige à modifier leurs structures.

Ainsi, actuellement au Nouristan, il y a une coopération au niveau de l'ethnie, où tous les moyens de lutte sont mis en commun, et deviennent propriété de l'ethnie et non propriété personnelle. Par exemple les armes, au Nouristan sont propriété de l'ethnie nouristanie, et non pas la propriété individuelle de chaque guerillero, qui pourrait aller vendre son fusil s'il en avait envie. C'est quelque chose d'extraordinaire, d'avoir réussi à gagner une population tout de même très individualiste, à cette idée d'effort commun. C'est très encourageant. Cela ne veut pas dire que cet exemple-là a pénétré partout, mais il n'empêche que c'est un exemple, et qu'il est reconnu comme tel.

Les Soviétiques ont tout fait pour détruire le vieil Afghanistan. Mais ce qu'il y a de très encourageant, c'est la naissance d'un Afghanistan nouveau dans la Résistance qui pourrait devenir fédéralement organisé.

Deux projets de résistance

➤ Quelles sont les grandes lignes de la Résistance



Un arbre brûlé par le napalm.

telle que Anwar Amin peut l'incarner ? Quelle relation y a-t-il entre l'Islam et la Résistance ?

Il y a actuellement deux projets de résistance en Afghanistan. Un projet de résistance nationale, et un projet de révolution islamique, ce qui n'est pas tout à fait la même chose. Le parti de Golboddin Hekmatyar prône depuis longtemps une révolution islamique. Il développe un programme en grande partie semblable à celui des Frères Musulmans d'Égypte. Cela fait une bonne dizaine d'années qu'ils ont ce projet, et à partir du moment où les Soviétiques ont envahi l'Afghanistan, ils ont voulu à la fois faire de la résistance nationale et une révolution islamique. C'est le principal parti basé à Peshawar.

Non à une dictature des mollahs

Or le caractère islamique de la Résistance afghane était accru au moment où le régime de Taraki et Amin interdisait l'Islam. Mais à partir du moment où la religion islamique a été finalement tolérée, par le régime Karmal, du moins pour l'instant, qu'on a autant le droit

d'aller prier dans la mosquée sous le contrôle des soviétiques que dans les régions tenues par la Résistance, je crois que l'élément islamique, qui reste très fort, va néanmoins céder à quelque chose de beaucoup plus national. Pour des gens comme Anwar Amin, au Nouristan, la résistance est nationale. « Nous ne faisons pas une révolution islamique, nous sommes déjà musulmans, et tels que nous sommes, ça nous contente. Que les uns fassent leurs prières plus souvent que les autres ne nous regarde pas. Pour l'instant, nous, Afghans, qui sommes musulmans, nous faisons une résistance nationale, nous voulons chasser les Soviétiques d'Afghanistan. Bien sûr que nous combattons pour notre foi, parce que nous combattons pour ce que nous sommes. Mais nous refusons en Afghanistan, et très clairement, une dictature de mollahs. Il n'en est pas question. Il n'est pas question de faire en Afghanistan ce qui se fait en Iran. L'Etat afghan sera une république parlementaire, où différentes tendances seront représentées au gouvernement selon leur poids électoral. Et ce n'est qu'après l'indépendance de l'Afghanistan que le pays sera en mesure de choisir son destin, par le truchement d'élections libres. Mais nous mettons l'accent sur notre résistance nationale. »

26^e Congrès du PCUS

L'APRES-DETENTE

Le 23 février s'ouvrait le 26^e Congrès. Depuis plusieurs mois, la direction du PCUS cherche à définir les grandes orientations de la politique étrangère soviétique, à la suite des ratés de la politique de détente consécutifs aux réactions américaines, mais également européennes ou des non-alignés, aux initiatives soviétiques.

Par Grégoire CARRAT

CES cinq années écoulées depuis le 25^e Congrès ont été marquées par un formidable déploiement soviétique à travers le monde. En 1975, la guerre civile en Angola a été l'occasion de la première intervention massive de l'URSS hors de sa zone d'influence traditionnelle. Si Cuba a supporté l'essentiel de l'effort militaire, c'est l'URSS qui le lui permettait ; en outre, ce sont les Soviétiques qui ont pris les leviers de commande grâce à plusieurs milliers de coopérants civils. Sur la base d'un corps imposant de coopérants, les Soviétiques s'installent durablement. Appuyés sur une fraction du personnel politique et épaulés par une force militaire soviétique plus ou moins directement impliquée dans les conflits, ces coopérants remodelent l'administration et l'organisation politique du pays. Telles sont une des caractéristiques de l'intervention soviétique en Ethiopie, à partir de 1976, en Indochine (la normalisation au Vietnam l'est prolongée par la prise de contrôle du Laos et du Cambodge), et bien sûr en Afghanistan. L'une des caractéristiques de ces nouveaux régimes est leur propension à régler leurs dissensions internes à la mitrailleuse, et surtout à s'imposer en éliminant des fractions entières de la population.

Le déploiement soviétique dans le Tiers Monde

Cette évolution est le fruit d'un effort intense concentré dans les dix-quinze années depuis 1965-1966, destiné à faire de l'URSS une puissance militaire comparable à celle des Etats-Unis. Trois éléments sont marquants : tout d'abord l'accession à la parité stratégique, ensuite la mise en place d'une flotte susceptible d'un déploiement mondial, enfin la modernisation des armées conventionnelles, notam-

ment leurs capacités d'intervention massive, rapide et lointaine, dont les interventions en Ethiopie et en Afghanistan ont montré l'efficacité : les difficultés des Etats-Unis et leur recul ont facilité cette poussée soviétique qui s'appuie sur les sentiments anti-impérialistes des peuples pour installer sa propre domination.

Au cours des cinq années, l'URSS est donc passée de l'accumulation des moyens destinés à s'imposer dans le monde à la mise en œuvre de ceux-ci : l'intervention militaire en Angola, en Ethiopie, en Afghanistan, se combine avec une série d'initiatives dans le Tiers-Monde destinées à lier étroitement à l'URSS certains pays, dans le cadre d'une alliance militaire quasi-planétaire. C'est le cas du Vietnam, mais également du Yemen Démocratique, de la Syrie ou du Mozambique. Cela offre à l'URSS tout à la fois des points d'appui importants pour sa stratégie mondiale et des bases pour une intervention locale.

L'un des traits caractéristiques de cette période a été sa recherche d'une alliance quasi-organique avec le mouvement des non-alignés, y compris en introduisant une scission parmi eux, afin de faire du mouvement des non-alignés un maillon de la stratégie soviétique.

Les contrecoups de l'expansion

Le passage du potentiel à sa réalisation n'est pas une simple application plus ou moins réussie de desseins patiemment élaborés. En 1981, l'URSS est impliquée dans cinq guerres locales qui, chacune, ont leurs caractéristiques ; ce qui ne manque pas de créer des distorsions importantes de tout projet politique. En second lieu le déploiement imposant de la puissance soviétique, s'il lui a assuré quelques succès parmi les pays du Tiers-Monde, qui voient parfois en



Le 25^e Congrès du PCUS, à la belle époque de l'offensive soviétique sur le thème de la détente

l'URSS un contrepoids à une puissance menaçante à leur endroit, comme c'est le cas pour la Syrie, pour le Yemen Démocratique à l'égard de l'Arabie Séoudite, ou du Mozambique vis-à-vis de l'Afrique du Sud, a eu pour contrepartie une prise de conscience et une résistance mieux affirmée, sensible surtout au sein des non-alignés. En 1978, malgré un forcing extraordinaire de Cuba et du Vietnam, les principes du mouvement n'ont pas été altérés ; en 1981, malgré un effort diplomatique intense, les non-alignés ont exigé le retrait des troupes étrangères d'Afghanistan, condamnation implicite de l'intervention soviétique opposée à toute idée d'« alliance naturelle » de l'URSS et des pays du Tiers-Monde.

La politique de détente démantelée

Le déploiement soviétique hors des frontières de son empire, dont le point culminant a jusqu'à présent été l'invasion de l'Afghanistan, a révélé aux partenaires de l'URSS, c'est-à-dire les Etats-Unis et les pays européens, plusieurs aspects de sa politique. La politique de détente n'avait été que le moyen pour l'URSS de se constituer une puissance mondiale. Cette puissance était désormais opérationnelle. L'URSS pouvait la mettre en œuvre efficacement dans de vastes régions (Asie du Sud-Est, Corne de l'Afrique...) sans que rien ne puisse la contrer. En fin de compte l'URSS disposait désormais d'un potentiel suffisant pour contrôler des zones vitales

de l'Europe Occidentale, ce potentiel croissant et s'affirmant de plus en plus comme une menace pour le contrôle des mers, notamment de l'Océan Indien et de la Méditerranée.

Ainsi s'est rapidement, en l'espace de deux années, décomposée la crédibilité de la détente pour les pays européens. Les relations au sein de l'Alliance Atlantique ont été considérablement réactivées y compris en ce qui concerne la France. D'autre part un effort constant, bien que vain jusqu'à présent, a été engagé en RFA et en France pour définir des attitudes européennes propres. En outre l'URSS paraît n'avoir plus qu'un intérêt très réduit pour le cadre institutionnel de la détente en Europe, la CSCE, dont elle s'est acharnée, concurremment avec la délégation américaine, à bloquer tout fonctionnement à Madrid.

La réaffirmation américaine

Les revers subis par les Etats-Unis avaient distendu les liens entre l'Europe et les Etats-Unis et facilité l'ensemble de la politique soviétique. Mais ces revers sont loin d'avoir conduit à un effondrement. La vieille politique impériale liée à la prééminence sans partage s'est effondrée au Vietnam, mais la puissance américaine a permis, en un délai bref de trois années, de réunir les moyens de contenir l'érosion de la puissance américaine et de faire front à la poussée soviétique. Les deux décisions les plus marquantes, à savoir le déploiement d'engins stratégiques en

Europe et la constitution d'une force de déploiement rapide dans le Golfe, ont ouvert la voie dans laquelle s'est engouffrée la nouvelle administration américaine : la réaffirmation de la puissance américaine dans tous les domaines, et d'abord vis-à-vis de l'URSS. C'est dire que l'ère des grandes négociations sur le désarmement est close, et qu'un nouveau cadre doit être défini pour la diplomatie soviétique qui doit chercher tout à la fois à pousser les avantages procurés par la puissance soviétique, contribuer à réduire les effets de la politique américaine, et neutraliser les réactions à son déploiement mondial.

Grandes orientations : sous quelles formes ?

Tels sont les points essentiels qui seront au centre des préoccupations de l'URSS, auxquels s'ajoutent bien sûr les problèmes liés à la Pologne, et ceux liés à ce que l'on nomme l'eurocommunisme, hostile à la politique impériale de l'URSS. Ce que laissent entendre les orientations définies le 23 juin par le Comité central du PCUS, c'est que l'URSS entend tout à la fois poursuivre le maximum de négociations, tout en renforçant encore « la capacité défensive de notre Etat ». C'est-à-dire que l'URSS entend affronter les buts auxquels se heurte sa politique aujourd'hui par un mélange de force et de persuasion contrainte, qui laisse augurer à la fois de l'accélération de la course aux armements et d'une politique délibérée et dosée de tensions.

«Un nouvel impérialisme à la conquête de zones d'influence»



Jiri Pelikan

Le précédent congrès du PCUS, le 25^e, s'était tenu en 1976.

C'était la belle époque de l'offensive soviétique sur le thème de la détente, dont un des fleurons a été la signature des Accords d'Helsinki. Quelle a été la signification de ces accords pour l'URSS ? Quelles en ont été les répercussions sur les pays de l'Est ? Quel rapport entre le discours de paix de l'URSS et sa politique effective en matière d'armement et d'expansion ?

Jiri Pelikan donne ici son point de vue sur ces questions.

Propos recueillis par Grégoire CARRAT

► La politique de détente n'a pas remis en cause la domination soviétique sur la Tchécoslovaquie et les autres pays d'Europe de l'Est. Quels sont les raisons, à votre sens, qui ont amené les Soviétiques à signer les accords d'Helsinki ?

Les Soviétiques ont signé les accords d'Helsinki afin d'obtenir la reconnaissance du statu quo concernant la situation issue de la Seconde Guerre mondiale, c'est-à-dire la confirmation de la division de l'Europe en deux zones d'influence contrôlées chacune par l'une des superpuissances. Cette conception est également soutenue par certains hommes politiques et hommes d'affaires occidentaux qui ont pensé ainsi limiter l'influence soviétique ; en lui laissant les mains libres à l'Est, avec pour contrepartie la garantie que les Soviétiques n'interviendront pas à l'Ouest, ni permettre une modification du statu quo dans les pays occidentaux. Ils ont espéré ainsi pouvoir réaliser de bonnes affaires tout en utilisant comme contre exemple ce « socialisme » prétendument réel qui ne fonctionne pas.

L'autre conception de la détente

Mais il faut dire qu'il y a deux conceptions de la détente. Celle des dirigeants soviétiques et celle de ceux qui souhaitent une alternative socialiste. Pour nous cela ne consiste pas uniquement en rencontres entre les chefs d'Etat, mais en une bataille de tous les citoyens européens pour surmonter la division politique imposée à l'Europe, et créer les conditions d'y parvenir par des changements politiques aussi bien dans les pays d'Europe de l'Est que dans les pays occidentaux.

► Quels ont été, selon vous, les effets des accords d'Helsinki dans les pays d'Europe de l'Est, et notamment en Tchécoslovaquie ?

Les principes d'Helsinki ont offert un argument pour ceux qui se battent pour les droits civiques, pour exiger des régimes en place qu'ils respectent les engagements qu'ils ont pris. C'est pourquoi on ne peut dire qu'ils ont été « un cimetière pour l'Europe de l'Est » comme l'a affirmé Soljenitsine.

Le mouvement démocratique en Tchécoslovaquie

En Tchécoslovaquie le mouvement Charte 77 a été une plateforme commune de différents courants politiques d'accord pour se battre afin de faire respecter les lois du pays et les principes d'Helsinki. La répression qui a été organisée contre les militants de Charte 77, du VONS (Comité de défense des citoyens persécutés)... a clairement montré que le régime n'avait aucunement l'intention de respecter les principes définis à Helsinki. Cependant, le fait que le mouvement Charte 77 existe toujours, que la répression n'a pas pris l'ampleur qu'elle avait dans la période stalinienne indique que les autorités ont été limitées. On peut considérer que leur besoin de technologie occidentale les a rendus plus sensibles à la pression de l'opinion occidentale. Un fait doit être néanmoins clairement mis en lumière : elles ont été mises en échec par le mouvement démocratique lui-même ; dans des usines, à la suite de Charte 77, on a vu des syndicats exiger le respect des accords auparavant considérés par la direction comme des chiffons de papier, dans des villages des citoyens demandant la tenue d'élections auparavant sans signification.

Une interview exclusive de Jiri Pelikan

S'ils ont ainsi servi de catalyseur pour le regroupement des forces, les accords d'Helsinki avaient fait naître une certaine illusion, qui tendait à croire que la signature de Brejnev ou Bilak au bas des accords permettrait la liberté de circulation des personnes, des informations et des idées. Certains militants de Charte 77 crurent possible d'établir un dialogue constructif avec les autorités sur la base de documents et de dossiers concernant les violations des principes définis à Helsinki.

La répression a montré ce qu'il en était. Des accords tels ceux d'Helsinki ne peuvent servir que de base de référence, mais ne peuvent se substituer à la lutte du mouvement démocratique. Ne serait-ce que parce que les pays occidentaux qui ont signé ces accords ne sont pas très intéressés à ce que les libertés soient respectées dans les pays de l'Est.

L'exemple polonais

Les événements de Pologne ont montré que la seule possibilité de reconquérir véritablement un certain espace pour le pouvoir des syndicats indépendants, pour l'expression libre est dans la lutte des ouvriers, des paysans et des intellectuels.

► Depuis la signature des accords d'Helsinki, l'URSS a accru son potentiel militaire. Peut-on considérer que la politique de détente n'était qu'un rideau de fumée ?

En Europe, les Soviétiques veulent le statu quo. Leur potentiel militaire n'est pas destiné à l'occupation de pays d'Europe occidentale, mais à obtenir des concessions politiques.

L'URSS et le partage du monde

Par contre, elle cherche à tout prix à redistribuer les zones d'influence dans les pays du Tiers-Monde afin d'obtenir un nouveau partage qui ne se limiterait pas à l'Europe, mais engloberait l'Asie, l'Afrique et l'Amérique latine. Pour y parvenir, il lui faut une armée susceptible d'un déploiement mondial (flotte, aviation...), des bases en Afrique et en Asie, des intermédiaires comme les Vietnamiens et les Cubains afin d'imposer sa supériorité.

Ainsi, elle ne cherche pas nécessairement à déclencher une guerre mais elle veut obtenir l'accord des pays occidentaux pour de nouveaux acquis au Moyen-Orient et en Asie contre la promesse que l'URSS laissera libres les voies de communications vitales pour l'Europe occidentale et les USA.

La détente n'est pas un rideau de fumée mais un élément de comportement d'une grande puissance qui, à la différence des USA qui défendent des positions déjà acquises, se comporte, ainsi que le disent les Chinois, comme un impérialisme non satisfait qui veut conquérir des zones d'in-

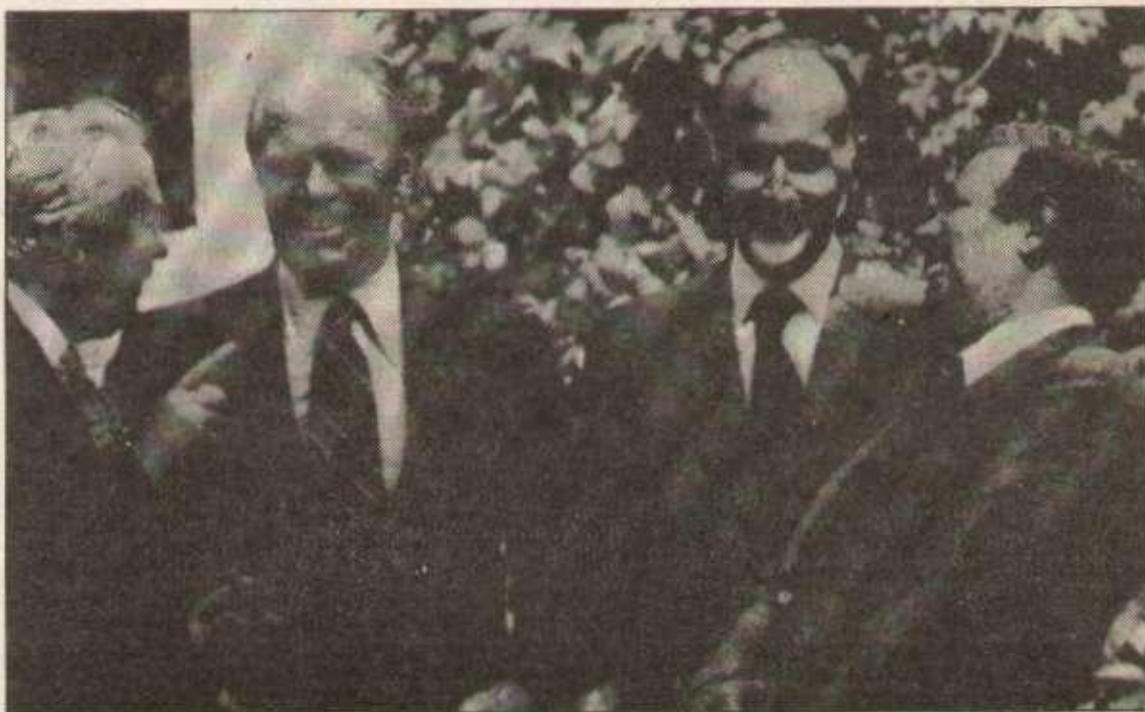
fluence par le renforcement de son potentiel militaire. Cela joue un rôle d'autant plus important qu'elle ne dispose pas, comme les Etats-Unis et auparavant la France et l'Angleterre, des instruments politiques, économiques et culturels. Elle doit s'appuyer sur la seule force dont elle dispose, les armes.

► La politique américaine s'est réclamée des droits de l'homme depuis la conférence d'Helsinki. On assiste actuellement à un durcissement de la politique américaine. Quelles conséquences cela peut-il avoir dans les relations soviéto-américaines ?

La politique de Carter correspondait à l'état d'esprit du peuple américain après la défaite du Vietnam et le scandale du Watergate. Mais elle entraînait en opposition avec les intérêts américains dans des régions telles que l'Amérique latine, où elle a été mise en cause non seulement par les dictatures locales, mais également par les milieux politiques et économiques liés à l'Amérique latine.

Reagan secondé par Haig, va vraisemblablement abandonner la politique des droits de l'homme au profit d'une politique de défense raffermie des intérêts vitaux des USA, ce qui aura un effet négatif en Amérique latine. Face à l'URSS cela va les conduire à adopter une politique de force, le seul argument dont tiennent compte les Soviétiques.

Les Accords d'Helsinki : quelle répercussion ont-ils eu sur les pays de l'Est



Suite de la dernière page

Salvador 4 millions d'habitants 12 000 morts en 1980

le est véritablement catastrophique. A tel point que si elle n'avait pas obtenu l'aide économique des USA et de la démocratie chrétienne internationale, la junte aurait déjà été obligée depuis longtemps de laisser le pouvoir.

► **Vue de l'extérieur, l'organisation de la lutte du peuple salvadorien n'apparaît pas très simple : il y a d'un côté le Front Démocratique Révolutionnaire, de l'autre le Front Farabundo Martí de Libération Nationale (FMLN).**

Pour comprendre l'organisation actuelle des forces révolutionnaires, il faut se référer à l'expérience acquise au cours de ces dix dernières années par le peuple salvadorien.

Dans les combats menés durant cette période, il s'est rendu compte que chaque grève, chaque revendication de type économique-social était invariablement suivie d'une intervention de la part du pouvoir militaire, avec des arrestations, voire des massacres. Et qu'en conséquence, pour mener efficacement une grève, il fallait être capable de se défendre de façon armée, en mettant en place des piquets armés. Ainsi s'explique le fait que chaque organisation politique ou syndicale, chaque organisation de masse a dû mettre en place, d'une manière ou d'une autre, ses propres structures de défense armée, structures qu'on appelle dans le contexte salvadorien « groupe d'auto-défense », ce qui n'a évidemment pas du tout la

même connotation qu'en France. Aussi s'est-il constitué deux niveaux d'action, étroitement liés : un niveau proprement revendicatif et politique, de mobilisation des masses, et un niveau d'auto-défense, donc militaire.

C'est cette situation particulière au Salvador qui a conduit au cours de l'année 1980 à la création de deux fronts, le Front Démocratique Révolutionnaire qui regroupe toutes les organisations politiques et syndicales, tous les secteurs de masses qui participent à la lutte contre la junte, et le Front Farabundo Martí de Libération Nationale qui est le front armé.

Les deux fronts, FDR, et FMLN opèrent donc en coordination totale car elles sont issues du même processus de lutte.

Il y a cependant quelque chose d'important à souligner : c'est que la stratégie du peuple salvadorien, qui est une stratégie de lutte armée, donne au front armé un rôle prééminent, de direction effective de la lutte, le FDR jouant lui un rôle de mobilisation politique des masses.

Pourquoi des fronts ? Parce qu'il y a un très grand pluralisme dans la conduite de la lutte et dans la façon dont elle est ressentie par les différentes couches de la population.

Le cas du FDR est peut-être le plus éloquent. Vous y trouverez des catholiques, des gens du PC, des marxistes-léninistes, des dissidents de la DC, des gens qui n'ont pas d'idéologie très précise, et qui n'appartiennent à aucun parti.



L'armée effectuant des contrôles de civils à Santa Anna.

Vous y trouverez aussi certaines personnes issues des 14 familles, par exemple Enrique Alvarez Cordova qui faisait partie des 6 dirigeants du FDR assassinés par la junte en novembre 1980. Enrique Alvarez Cordova était à l'époque président du FDR.

Dans cette étape de l'offensive générale, le FDR et le FMLN ont décidé d'unifier leurs représentations à l'étranger, dans tous les pays d'Europe.

C'est pourquoi, à partir de ce mois-ci, il y aura en France une représentation mixte et unifiée des deux fronts.

► Qu'en est-il aujourd'hui de l'intervention militaire américaine au Salvador ?

L'intervention militaire américaine ne date pas d'aujourd'hui. Elle avait déjà lieu, avant 1980, par personnes interposées. Car durant cette période, les forces de l'ennemi pour le peuple du Salvador,

ce ne sont pas seulement les troupes salvadoriennes, mais aussi les armées du Guatemala et du Honduras qui interviennent en coordination avec les forces salvadoriennes, plus les gardes somozistes, mobilisés à travers les organismes de mercenaires. Après l'appel lancé par Duarte, fin décembre 1980, Carter a d'abord rétabli puis doublé l'aide US à la junte, ouvrant la porte à une intervention de plus en plus accrue. A l'heure actuelle, on a quelque 850 conseillers US au Salvador.

► Il n'y en avait pas avant janvier ?

Il y en avait seulement quelques-uns. Car les USA ont une tactique très intelligente. Ils envoient les militaires du pays s'entraîner ailleurs, soit au Panama, soit à West-Point au Etats-Unis. Là, ils sont bien entraînés et ils retournent au pays avec toute une série de consignes. Il n'y avait donc qu'un nombre très limité de conseillers US. Aujourd'hui c'est plus ouvert.

► Quel rôle jouent ces conseillers ?

Leur rôle actuellement est très précis : l'anti-guérilla. Ce sont tous les éléments qu'ils ont appris au Vietnam et ailleurs qu'ils « investissent » aujourd'hui au Salvador pour tenter d'enrayer la lutte de libération nationale.

► Comment interprétez-vous les dernières tentatives prises par Reagan ?

Nous constatons aujourd'hui, avec l'arrivée au pouvoir de Reagan, une escalade très importante de l'intervention US. Cette escalade était sans doute engagée un peu auparavant. Mais l'arrivée de Reagan a été immédiatement marquée par une campagne de dénonciation du Nicaragua, un renforcement de l'appui logistique et en matériel au Salvador, un doublement de l'aide militaire au Honduras et une tentative d'internationalisation du conflit intérieur au Salvador en mettant en cause une prétendue intervention com-

muniste dans ce pays. Ce qui veut dire que nous sommes très préoccupés. Non parce que la justesse de la lutte du peuple salvadorien ne serait pas comprise, mais parce que nous voyons, à l'initiative des Etats-Unis, une internationalisation du conflit, internationalisation que franchement nous ne prévoyions pas.

Qu'un petit pays comme le Salvador vienne au premier rang des préoccupations des USA, cela doit nous interroger et nous préoccuper.

Vis-à-vis de cela, nous pensons deux choses.

La première, c'est que ce n'est pas la Salvador lui-même, un tout petit pays et où les intérêts économiques des Etats-Unis sont nécessairement limités, qui est visé par l'impérialisme US. C'est avant tout le fait que ce pays se trouve dans une zone stratégique pour les USA.

La deuxième chose, c'est que Reagan veut à l'heure actuelle polariser l'attention mondiale sur le Salvador et faire de ce pays en quelque sorte, un test, ou un exemple dans le cadre de sa politique visant à réaffirmer l'hégémonie mondiale des Etats-Unis.

Cela montre l'importance de l'enjeu que constitue aujourd'hui le Salvador, enjeu qu'ont bien compris tous les peuples d'Amérique latine qui apportent leur appui total à la lutte du peuple salvadorien.

► Mais quels sont les moyens que les Américains peuvent mettre en œuvre pour parvenir à leurs fins ?

Ils vont probablement essayer de porter un coup très dur à la lutte du peuple salvadorien, de frapper très fort le Salvador, y compris éventuellement par une intervention directe. C'est une hypothèse à prendre en compte. Ceci dit, je ne crois pas que Reagan ait intérêt à internationaliser la guerre — le conflit oui, mais pas la guerre — et à créer un nouveau Vietnam en envoyant par exemple 30 000 marines. Si jamais Reagan envoie des marines, la réponse ne sera pas seulement au Salvador, mais dans toute l'Amérique latine.

Le manque de nourriture, la famine menaçante ont joué un rôle important dans la décision d'en finir le plus tôt possible avec la junte.



SALVADOR

4 MILLIONS D'HABITANTS

12 000 MORTS EN 1980



Des enfants, des femmes doivent marcher pendant un mois ou deux pour trouver un abri.

► On présente parfois les exactions et les assassinats commis au Salvador comme étant l'œuvre de groupes d'extrême-droite qui ne seraient pas contrôlés par la Junte. Qu'en est-il ?

En fait, les groupes para-militaires sont étroitement contrôlés par la junte et par les forces gouvernementales.

Parmi ce type de groupes, il y a d'abord la garde nationale qui est la force de frappe de la police et qui est composée pour l'essentiel de policiers en civil.

Quant au groupe « Ordre », il fonctionne sous le contrôle direct des militaires.

En fait de forces régulières et groupes para-militaires collaborent étroitement et agissent conjointement.

Lorsqu'au mois de novembre 1980 ont été arrêtés, puis exécutés quatre heures à peine après leur arrestation, les six dirigeants du Front Démocratique Révolutionnaire, ce sont des militaires et des gens masqués — des militaires en civil — qui ont mené l'opération. Croyez-vous que si la junte ne contrôlait pas les forces de droite, para-militaires, elle pourrait agir ainsi de concert avec elles ?

On a des centaines de témoignages de gens qui ont déclaré avoir été torturés, dans les locaux de la police et de l'armée, par des gens masqués.

On a aussi de multiples exemples où des membres de l'organisation para-militaire « Ordre » envahissaient des communautés paysannes et capturaient des personnes sous la protection active de l'armée nationale.

On peut parler de centaines d'opérations menées conjointement par l'armée, la police et les groupes para-militaires.

► Quel bilan peut-on aujourd'hui tracer de la répression organisée par la junte ?

Nous avons des chiffres très complets qui sont fournis par diverses organisations, comme l'Association des Droits de l'Homme, ou encore le service juridique de l'Archevêché de San Salvador. D'après les dernières indications,



L'horreur. Les corps ne sont plus ramassés pour être enterrés, mais brûlés par l'armée régulière, transformant le camp en un gigantesque charnier.

Interview d'un des représentants en France du FDR-FMLN*

Propos recueillis par Julien Estève

on compte 12 000 morts au Salvador, rien que pour l'année 1980. Il faut rapporter ces chiffres à la population du pays : 4 millions d'habitants.

Dans ces 12 000 victimes sont comptés ceux qui ont été exterminés en une seule journée, comme les 600 paysans qui ont été tués les 14 et 15 mai 1980 près de la frontière du Honduras. Il s'agissait de gens refoulés par la troupe salvadorienne et qui essayaient de fuir à l'étranger. Dans une opération conjointe menée avec l'armée hondurienne, les forces salvadoriennes ont tout massacré : 600 personnes, enfants, femmes, vieillards. C'était des paysans de la région Nord, où il y a une forte adhésion à la lutte des forces populaires.

Le secours juridique de l'Archevêché de San Salvador a donné récemment des indications très précises, à partir des cas véritablement recensés, sur le nombre de personnes assassinées pour motifs politiques, hors des engagements militaires ou des bombardements de l'aviation salvadorienne. De janvier à décembre 1980, ce sont 8 062 personnes qui sont mortes assassinées, 8 062 personnes appartenant à tous les milieux : paysans, étudiants, ouvriers, enseignants, employés des services publics, membres du clergé, élus, commerçants...

Depuis début janvier, on enregistre 30 à 40 victimes chaque jour assassinées ou disparues.

Ce qui nous fait dire qu'il y a une intention de génocide très claire. Il ne s'agit pas seulement pour la junte de réprimer pour empêcher l'expression du peuple, mais véritablement de faire disparaître toute personne qui pense différemment.

► En plus des victimes directes des assassinats ou des opérations militaires de la junte, n'a-t-on pas aujourd'hui au Salvador une situation économique très difficile pour le peuple ?

La situation économique était déjà difficile au moment de l'arrivée au pouvoir de la junte civico-militaire en 1979. Aujourd'hui, on peut dire qu'elle est franchement catastrophique. Il y a d'abord le fait que les opérations militaires n'ont guère permis le travail de la terre, dans un pays qui est essentiellement agricole.

La récolte de café a été en partie épargnée parce que les zones de plantations de café sont aussi celles qui sont plus ou moins contrôlées par la junte. Mais même là, la récolte a beaucoup souffert. Ailleurs, c'est catastrophique. A cela viennent s'ajouter les refoulements de population qui

se font de façon systématique. Ceux-ci ont commencé dès 1979 dans les régions soupçonnées d'appuyer la révolte. A la fin de 1980, on pouvait compter 300 000 réfugiés, aussi bien dans les différents pays voisins qu'à l'intérieur même du pays dans les zones montagneuses de Chalatenango, Santa Anna, San Vicente...

Depuis janvier, on n'a pas de chiffres précis, mais le scénario reste le même : les forces répressives qu'il s'agisse de la troupe ou des groupes para-militaires — qui sont encore plus redoutés des paysans — arrivent dans un village, saccagent tout, violent les femmes, tuent les hommes qui tentent de les protéger et se saisissent des maigres réserves de maïs et de haricots rouges — les aliments de base — que les paysans gardent par devant eux.

Dans ces conditions, il n'y a pas d'autres solutions pour les gens que de fuir. On a vu des personnes, des enfants, des femmes, marcher pendant un mois, deux mois pour trouver un abri. Et être refoulé, ce n'est pas seulement l'être d'une seule région, mis de partout. Parce que les réfugiés sont immédiatement soupçonnés d'être des révolutionnaires. Alors ces gens-là sont refoulés de la région où ils viennent d'arriver et ainsi de suite. Ce qui grossit

évidemment le flot de ceux qui sont contraints en fin de compte de passer à l'étranger.

► Dans ces conditions, y a-t-il danger de famine ?

Mais la famine existe déjà pour certaines parties de la population !

C'est justement un des problèmes qui était pris en compte par les commandants de Front de Libération Nationale, lorsqu'ils ont déclenché l'offensive générale. Le manque de nourriture, la famine menaçante ont, à mon avis, joué un rôle important dans la décision d'en finir le plus tôt possible avec la junte.

Car, voyez-vous, les réfugiés n'ont eu la possibilité d'être pris en charge qu'à la fin de l'année 1980.

► Pris en charge par qui ?

Par les Nations Unies pour les réfugiés qui sont à l'extérieur, évidemment pas pour ceux de l'intérieur. Pour ces derniers, c'est aujourd'hui le Front Farabundo Martí de Libération Nationale (FMLN) et les organisations ecclésiastiques, dans certaines régions, qui les prennent en charge.

La situation économique actuelle

*Front Démocratique Révolutionnaire et Front Farabundo Martí de Libération Nationale

Suite page 19